La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de janvier 1999

Déficit budgétaire de 1,3 milliard en janvier 1999

Un déficit budgétaire de 1,3 milliard de dollars a été enregistré en janvier 1999, soit une hausse de 0,4 milliard par rapport au déficit de 0,9 milliard enregistré le même mois, un an plus tôt. Tel qu'il avait été indiqué dans *La revue financière* du mois dernier, un déficit était prévu en janvier 1999, compte tenu du flux des recettes.

En janvier 1999, les recettes budgétaires ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,7 %), d'une année sur l'autre, étant donné que les recettes supérieures de l'impôt sur le revenu des particuliers, attribuables à une forte croissance de l'emploi à la fin de 1998, ont plus que compensé les baisses des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS) et des recettes non fiscales.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont progressé de 0,4 milliard de dollars (4,9 %). Cette hausse est largement tributaire des initiatives annoncées dans le budget de février 1998 au titre de la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances, des rajustements salariaux rétroactifs par suite de la signature de certaines conventions collectives et du calendrier des paiements aux sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont sensiblement augmenté, car une légère hausse du taux d'intérêt moyen en vigueur a compensé un recul de la dette portant intérêt.

Excédent budgétaire de 10,4 milliards depuis le début de l'exercice

Au cours des 10 premiers mois de l'exercice 1998-1999, soit d'avril 1998 à janvier 1999, l'excédent budgétaire a été estimé à 10,4 milliards de dollars, en hausse de 1,2 milliard par rapport à l'excédent de 9,2 milliards enregistré à la même période de l'exercice précédent, mais en baisse par rapport à l'excédent de 11,7 milliards enregistré à la fin de décembre 1998. La progression d'une année sur l'autre est attribuable surtout à des recettes plus importantes de l'impôt sur le revenu des particuliers en mai 1998 à cause principalement des rentrées relativement aux gains réalisés pendant l'année d'imposition 1997. Au cours des neuf autres mois de 1998-1999, il n'y a eu aucune amélioration nette du solde budgétaire

Pour le reste de l'exercice en cours, les progrès économiques devraient faire baisser d'environ 2 milliards de dollars l'excédent accumulé à ce jour, principalement en raison d'autres reculs au titre des recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés et d'une hausse des transferts de péréquation. Dans le budget de 1999 étaient annoncées des initiatives totalisant 4,2 milliards qui seront imputés à l'exercice 1998-1999. En outre, le plein coût des initiatives stratégiques annoncées avant le budget de 1999 doit encore être inscrit dans les résultats de l'année sur l'autre.

Compte tenu de tous ces facteurs, un budget équilibré, y compris la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars, est prévu pour 1998-1999. Dans la mesure où il ne sera pas nécessaire de puiser dans la réserve pour éventualités, les fonds serviront à rembourser la dette.

103-06179/

La revue financière

Tableau 1
État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 750	11 834	124 642	128 012
Dépenses de programmes	-9 152	-9 599	-81 267	-82 997
Solde de fonctionnement	2 598	2 235	43 375	45 015
Frais de la dette publique	-3 521	-3 537	-34 126	-34 595
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-923	-1 302	9 249	10 420
Opérations non budgétaires	2 529	2 447	-882	-2 204
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 606	1 145	8 367	8 216
Opérations de change	-2 018	-3 841	5 972	-446
Solde financier net	-412	-2 696	14 339	7 770
Variation nette des emprunts	-1 658	-4 753	-14 513	-16 377
Variation nette de l'encaisse	-2 072	-7 449	-174	-8 607

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

D'avril 1998 à janvier 1999, les recettes budgétaires ont progressé de 3,4 milliards de dollars (2,7 %) et les dépenses de programmes, de 1,7 milliard (2,1 %) tandis que les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard (1,4 %) par rapport à la même période en 1997-1998.

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,5 milliards de dollars (4,2 %). Cette hausse est attribuable à l'augmentation soutenue des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné que le nombre de personnes occupant un emploi est supérieur, et à des montants plus élevés payés à la déclaration, sous l'effet de la forte croissance des revenus pendant l'année d'imposition 1997. La progression générale des rentrées de l'impôt sur le revenu des particuliers a été amortie par certains facteurs, notamment une forte hausse (1,2 milliard de dollars) des remboursements et un virement net de 0,7 milliard aux rentrées des cotisations d'assurance-emploi. De plus, les paiements aux termes de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, déduits des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers, sont en hausse de 0,3 milliard, témoignant des fonds additionnels annoncés dans les budgets de 1996 et de 1997.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 0,3 milliard de dollars (1,9 %). Bien que les rentrées aient été considérablement plus élevées au cours des huit premiers mois de l'exercice, des diminutions d'une année sur l'autre ont été signalées pour chacun des deux derniers mois. Des rentrées moindres sont prévues pour le reste de l'exercice, témoignant d'un recul dans les profits des sociétés en 1998. Les sociétés sont tenues de déclarer des acomptes provisionnels mensuels en fonction soit de leurs obligations fiscales réelles de l'exercice précédent soit de leurs obligations fiscales estimatives pour l'exercice en cours. Les sociétés ont 60 jours après la fin de leur exercice pour régler tous les montants dus. Ainsi, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés se font dans une large mesure en février et en mars;

Tableau 2
Recettes budgétaires

	janvier		d'avril à janvier		
	1998	1999	1997-1998	1998-1999	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 552	6 066	61 069	63 610	4,2
Impôt sur le revenu des sociétés	1 759	1 594	14 895	15 181	1,9
Autres	409	569	2 017	2 290	13,5
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 720	8 229	77 981	81 081	4,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 433	1 457	15 298	15 450	1,0
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 202	1 022	16 744	17 370	3,7
Droits de douane à l'importation	177	180	2 249	1 998	-11,2
Taxes de vente et d'accise	700	746	7 354	7 166	-2,6
Total des taxes et droits d'accise	2 079	1 948	26 347	26 534	0,7
Total des recettes fiscales	11 232	11 634	119 626	123 065	2,9
Recettes non fiscales	518	200	5 016	4 947	-1,4
Total des recettes budgétaires	11 750	11 834	124 642	128 012	2,7

en fait, il s'agit d'entre 25 et 40 % de l'ensemble des rentrées pour toute l'année. Les acomptes provisionnels pour 1997 étaient dans une large mesure fondés sur les obligations fiscales de 1996. Toutefois, les obligations fiscales de 1997 étaient considérablement plus élevées qu'en 1996 étant donné que les sommes perçues pendant la période de règlement (février et mars 1998) dépassaient de près de 30 % celles de la période de règlement de 1997. Par conséquent, les acomptes provisionnels pour 1997 minimisaient les obligations fiscales pour l'ensemble de l'année. Ainsi, les acomptes provisionnels jusqu'à la fin de novembre 1998 ont été augmentés en fonction des obligations fiscales de 1997, témoignant de la vigueur actuelle des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés. Les profits des sociétés étant moindres en 1998, les sommes perçues pendant la période de règlement (février-mars 1999) devraient être inférieures à celles enregistrées en février-mars 1998.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,2 milliard de dollars (1,0 %). Cette hausse est attribuable au virement net des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers et à une augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. En décembre 1997, un virement a été effectué aux recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers en raison de paiements excédentaires pendant l'année d'imposition 1996, et en octobre 1998, un autre virement des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers a été effectué en raison de paiements insuffisants pendant l'année d'imposition 1997. La baisse du taux des cotisations a atténué l'effet de ces facteurs. Le taux de cotisation de l'employé (par tranche de 100 $ de gains assurables) est passé de 2,90 $ en 1997 à 2,70 $ en 1998 (avec une baisse correspondante du taux pour l'employeur). Pour 1999, le taux pour l'employé a été réduit à 2,55 $.

- Les recettes nettes de TPS ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (3,7 %). Les recettes mensuelles jusqu'à présent ont été extrêmement volatiles en raison surtout du calendrier des remboursements. Les rentrées brutes ont progressé, sous le coup de la hausse de la demande de consommation. Cependant, les remboursements et les remises ont été en hausse, diminuant ainsi l'augmentation des recettes nettes.
- Les droits de douane à l'importation ont chuté de 0,3 milliard de dollars (11,2 %), étant donné que l'effet des réductions tarifaires a plus que compensé la hausse des importations. Les autres taxes et droits d'accises ont baissé de 0,2 milliard (2,6 %), en grande partie à cause de la réduction de la taxe du transport aérien, en vigueur le 1er janvier 1998, et de son abolition le 1er novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales, par exemple, les droits et les produits d'opérations de vente, ont reculé de 0,1 milliard de dollars (1,4 %).

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux personnes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, sous l'effet exclusif des prestations supérieures aux aînés. Les prestations d'assurance-emploi ont sensiblement augmenté.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, étant donné que les transferts fiscaux ont été partiellement compensés par des recouvrements plus élevés aux termes des paiements de remplacement pour programmes permanents. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés les mêmes étant donné qu'en vertu de la législation actuellement en vigueur, les droits en espèces par exercice financier ne peuvent tomber sous la barre des 12,5 milliards. Cependant, l'ensemble des droits au titre du TCSPS comprend à la fois les droits en espèces et les transferts de points d'impôt. Les droits en espèces étant plafonnés et la valeur des transferts de points d'impôt étant en hausse, les droits totaux au titre du TCSPS augmentent.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont progressé de 1,0 milliard de dollars (2,7 %). Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Les subventions et les autres transferts ont grimpé de 0,2 milliard, en raison des initiatives annoncées dans le budget de février 1998 dans le cadre de la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances, compensées en partie par la cessation des subventions à NAVCANADA, en raison de l'abolition de la taxe du transport aérien. Les paiements aux sociétés d'État ont grimpé de 0,1 milliard. Les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations, y compris au chapitre de la défense, ont augmenté quant à elles de 0,7 milliard (3,3 %).

Les frais de la dette publique sont en hausse de 0,5 milliard de dollars (1,4 %) étant donné qu'une baisse de l'encours total portant intérêt a été compensée par une hausse du taux d'intérêt moyen en vigueur sur cette dette.

Excédent financier de 8,2 milliards depuis le début de l'exercice (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté suivant la comptabilité d'exercice modifiée, en vertu de laquelle le passif du gouvernement est consigné à mesure qu'il est subi, quel que soit le moment où est effectué le versement en espèces. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	janvier		d'avril à janvier		
	1998	1999	1997-1998	1998-1999	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 863	1 897	18 437	18 904	2,5
Prestations d'assurance-emploi	1 178	1 162	9 225	9 263	0,4
Total	3 041	3 059	27 662	28 167	1,8
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	10 416	10 417	0,0
Transferts fiscaux	810	862	7 759	8 045	3,7
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-180	-187	-1 784	-1 867	4,7
Total	1 672	1 717	16 391	16 595	1,2
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres programmes					
Agriculture	136	46	543	520	-4,2
Affaires étrangères	205	280	1 319	1 267	-3,9
Santé	52	87	660	808	22,4
Développement des ressources humaines	124	305	1 129	1 685	49,2
Affaires indiennes et du Nord	233	160	3 174	3 167	-0,2
Industrie et développement régional	88	113	1 181	1 168	-1,1
Anciens combattants	116	116	1 139	1 140	0,1
Autres	278	218	2 307	1 869	-19,0
Total	1 232	1 325	11 452	11 624	1,5
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	74	65	746	824	10,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	100	180	1 403	1 490	6,2
Autres	73	108	903	841	-6,9
Total	247	353	3 052	3 155	3,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	955	932	7 811	7 484	-4,2
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 005	2 213	14 899	15 972	7,2
Total	2 960	3 145	22 710	23 456	3,3
Total des dépenses directes de programmes	4 439	4 823	37 214	38 235	2,7
Total des dépenses de programmes	9 152	9 599	81 267	82 997	2,1
Frais de la dette publique	3 521	3 537	34 126	34 595	1,4
Total des dépenses budgétaires	12 673	13 136	115 393	117 592	1,9
Poste pour mémoire : total des transferts	5 945	6 101	55 505	56 386	1,6

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	janvier		d'avril à janvier	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
		(en millions de dollars)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-923	-1 302	9 249	10 420
Prêts placements et avances				
Sociétés d'État	239	150	879	1 245
Autres	121	71	72	-382
Total	360	221	951	863
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-184	744	-387	684
Comptes de pension de retraite	354	360	2 410	3 319
Autres	28	-5	-217	3
Total	198	1 099	1 806	4 006
Autres opérations	1 971	1 127	-3 639	-7 073
Total des opérations non budgétaires	2 529	2 447	-882	-2 204
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 606	1 145	8 367	8 216
Opérations de change	-2 018	-3 841	5 972	-446
Solde financier net	-412	-2 696	14 339	7 770

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	janvier		d'avril à janvier	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
		(en millions de dollars)		
Solde financier net	-412	-2 696	14 339	7 770
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables			16 888	5 972
Obligations d'épargne du Canada	-364	526	-2 569	-1 623
Bons du Trésor	-1 400	-3 300	-28 000	-28 500
Autres		-894	159	387
Total partiel	-1 764	-3 668	-13 522	-23 764
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	101	48	50	-432
Total	-1 663	-3 620	-13 472	-24 196
Payables en devises				
Obligations négociables		455	-126	9 681
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	5	-1 588	-562	-787
Billets du Canada			-353	-1 075
Total	5	-1 133	-1 041	7 819
Variation nette des emprunts	-1 658	-4 753	-14 513	-16 377
Variation de l'encaisse	-2 070	-7 449	-174	-8 607

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	31 janvier 1999	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 364	11 834	-10 530
Intérêt et dette échue	10 419	9 610	-809
Provisions	10 917	10 917	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	43 700	32 361	-11 339
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	117 457	120 775	3 318
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	4 205	4 890	685
Autres régimes de retraite et autres comptes	5 872	5 875	3
Total des régimes de retraite et autres comptes	127 534	131 540	4 006
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 583	300 055	5 472
Bons du Trésor	112 300	83 800	-28 500
Obligations d'épargne du Canada	29 769	28 215	-1 554
Autres	3 456	3 843	387
Total partiel	440 108	415 913	-24 195
Payable en devises	27 183	35 003	7 820
Total de la dette non échue	467 291	450 916	-16 375
Total de la dette portant intérêt	594 825	582 456	-12 369
Total du passif	638 525	614 817	-23 708
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 813	2 942	-12 871
Comptes d'opérations de change	28 968	29 414	446
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	14 036	13 173	-863
Total de l'actif	58 817	45 529	-13 288
Déficit accumulé (dette publique nette)	579 708	569 288	-10 420

Pour leur part, les besoins ou l'excédent financiers représentent l'écart entre les décaissements et les encaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres éléments de passif et d'actif. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflété dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 2,2 milliards de dollars d'avril 1998 à janvier 1999, en hausse de 1,3 milliard par rapport au besoin net de la période correspondante en 1997-1998. Cela a permis de dégager un excédent financier (opérations de change exclues) de 8,2 milliards d'avril 1998 à janvier 1999; cet excédent s'était établi à 8,4 milliards au cours de la même période en 1997-1998.

Solde financier net de 7,8 milliards et emprunts nets en baisse de 16,4 milliards depuis le début de l'exercice

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce Compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue des ressources dégagées par les opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des éléments de passif en devise, qui change le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change.

Compte tenu de tous ces facteurs, le besoin net des opérations de change s'établissait à 0,4 milliard de dollars d'avril 1998 à janvier 1999, comparativement à des ressources nettes de 6,0 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Avec un excédent budgétaire de 10,4 milliards de dollars, un besoin net de 2,2 milliards des opérations non budgétaires et un besoin net de 0,4 milliard des opérations de change, le solde financier net accusait un excédent de 7,8 milliards, pour la période allant d'avril 1998 à janvier 1999, comparativement à un excédent de 14,3 milliards l'année précédente.

Grâce à ce solde financier net et à une baisse de l'encaisse de 8,6 milliards de dollars, le gouvernement a pu rembourser 16,4 milliards de sa dette contractée sur les marchés, d'avril 1998 à janvier 1999. À la fin de janvier 1999, l'encaisse s'établissait à 1,8 milliard de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Mars 1999

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de février 1999

Excédent budgétaire de 0,3 milliard de dollars en février 1999

Un excédent budgétaire de 0,3 milliard de dollars a été enregistré en février 1999, ce qui est inférieur de près de 2 milliards à l'excédent de 2,3 milliards enregistré en février 1998. Ce recul d'une année sur l'autre résulte d'une baisse des recettes d'impôt sur le revenu des sociétés et de la hausse des engagements liés aux transferts aux provinces en vertu du programme de péréquation.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont fléchi de 0,7 milliard de dollars, traduisant surtout la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés. Ces dernières doivent verser un paiement de règlement final dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. L'année d'imposition de la plupart des grandes sociétés prend fin en décembre, ce qui signifie que Revenu Canada reçoit les paiements finals de règlement se rapportant à l'année d'imposition qui vient de se terminer à la fin de février et au début de mars. Compte tenu de la baisse des bénéfices des sociétés en 1998, le montant des paiements de règlement final est réduit en conséquence. Même si les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers sont également moins élevées, cette baisse résulte en partie d'un virement aux rentrées des cotisations d'assurance-emploi se rapportant à des paiements insuffisants pour 1998. Les recettes brutes d'impôt sur le revenu des particuliers comprennent notamment les retenues au titre des cotisations d'assurance-emploi. La ventilation entre les composantes des recettes repose sur des estimations, et les données sont corrigées au besoin lorsque des renseignements nouveaux sont disponibles. Ce virement explique largement l'augmentation des recettes de cotisations d'assurance-emploi. Les rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) ont nettement augmenté, mais cela résulte en bonne partie de l'effet d'un ralentissement du traitement des remboursements en février 1999 en raison d'un conflit de travail.

Les dépenses de programmes ont grimpé de 1,3 milliard de dollars par rapport à février 1998, résultat de la prorogation des engagements liés aux droits de péréquation des provinces pour 1998-1999 et les exercices antérieurs. Tel qu'il était indiqué dans le budget de 1999, la hausse des droits résultait de la révision des chiffres à la lumière des plus récentes données fiscales. Les dépenses de programmes directes sont demeurées inchangées.

Les frais de la dette publique ont légèrement diminué, traduisant une baisse de l'encours de la dette portant intérêt puisque les taux d'intérêt réels moyens sur la dette sont demeurés inchangés.

Excédent budgétaire de 10,8 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Au cours des 11 premiers mois de l'exercice, soit d'avril 1998 à février 1999, l'excédent budgétaire a été estimé à 10,8 milliards de dollars, en baisse de 0,8 milliard par rapport à l'excédent de 11,5 milliards enregistré à la même période de l'exercice 1997-1998. La baisse d'une année sur l'autre est largement attribuable à l'augmentation des engagements liés aux droits de péréquation des provinces et à des rentrées moins élevées d'impôt sur le revenu des sociétés.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	février		d'avril à février	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	15 234	14 540	139 875	142 556
Dépenses de programmes	-9 559	-10 842	-90 815	-93 839
Solde de fonctionnement	5 675	3 698	49 060	48 717
Frais de la dette publique	-3 386	-3 356	-37 512	-37 951
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 289	342	11 548	10 766
Opérations non budgétaires	664	956	-227	-1 253
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	2 953	1 298	11 321	9 513
Opérations de change	-4 941	1 814	1 031	1 368
Solde financier net	-1 988	3 112	12 352	10 881
Variation nette des emprunts	2 455	2 154	-12 057	-14 222
Variation nette de l'encaisse	467	5 266	295	-3 341

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Comme on l'a signalé dans le budget de 1999, l'évolution du contexte économique et stratégique d'ici la fin de l'année devrait avoir pour effet de réduire l'excédent cumulatif constaté depuis le début de l'exercice. Le budget de 1999 prévoit des initiatives totalisant 4,2 milliards de dollars, somme qui sera imputée à l'exercice 1998-1999. En outre, le coût total des mesures stratégiques annoncées avant le budget de 1999 n'a pas été intégré aux résultats depuis le début de l'exercice. Enfin, d'après le calendrier habituel des rentrées et des paiements, l'excédent cumulatif devrait être amputé d'une somme additionnelle de 2,5 milliards d'ici la fin du présent exercice.

Si l'on tient compte de tous ces facteurs, on prévoit un budget équilibré, y compris une réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars, en 1998-1999. Dans la mesure où il n'est pas nécessaire de puiser dans la réserve pour éventualités, les fonds serviront à rembourser la dette.

Pour la période d'avril 1998 à février 1999, les recettes budgétaires ont grimpé de 2,7 milliards de dollars (1,9 %), les dépenses de programmes ont progressé de 3 milliards (3,3 %) et les frais de la dette publique ont augmenté de 0,4 milliard (1,2 %) par rapport à la même période de 1997-1998.

Au chapitre des recettes budgétaires :

- les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (2,6 %). Cette situation est attribuable à l'augmentation soutenue des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné que le nombre de personnes occupant un emploi est supérieur, et à des montants plus élevés payés à la déclaration, sous l'effet de la forte croissance des revenus pendant l'année d'imposition 1997. Cependant, l'effet de ces facteurs sur l'augmentation globale des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers a été tempéré par une hausse de 1,2 milliard de dollars des remboursements et par un virement net de 1 milliard aux recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi, qui se rapporte à des ajustements couvrant les années antérieures et à des paiements insuffisants relativement à l'année d'imposition 1998. En outre, les paiements en vertu de la Prestation fiscale

Tableau 2
Recettes budgétaires

	février		d'avril à février		
	1998	1999	1997-1998	1998-1999	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	7 287	6 514	68 355	70 124	2,6
Impôt sur le revenu des sociétés	3 283	2 583	18 178	17 764	-2,3
Autres	229	150	2 245	2 440	8,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	10 799	9 247	88 778	90 328	1,7
Cotisations d'assurance-emploi	1 678	2 131	16 976	17 580	3,6
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 807	2 152	18 551	19 522	5,2
Droits de douane à l'importation	111	222	2 360	2 220	-5,9
Taxes de vente et d'accise	611	608	7 965	7 775	-2,4
Total des taxes et droits d'accise	2 529	2 982	28 876	29 517	2,2
Total des recettes fiscales	15 006	14 360	134 630	137 425	2,1
Recettes non fiscales	228	180	5 245	5 131	-2,2
Total des recettes budgétaires	15 234	14 540	139 875	142 556	1,9

canadienne pour enfants, déduits des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers, sont en hausse de 0,4 milliard de dollars, témoignant des fonds additionnels annoncés dans les budgets de 1996 et de 1997.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,4 milliard de dollars (2,3 %). Pendant la majeure partie de l'exercice 1998-1999, les recettes ont affiché une nette progression, traduisant l'effet des méthodes de versement, et non nécessairement l'évolution sous-jacente des bénéfices, puisque les sociétés sont tenues de déclarer des acomptes provisionnels mensuels en fonction soit de leurs obligations fiscales réelles de l'exercice précédent, soit de leurs obligations fiscales estimatives pour l'exercice en cours. Les sociétés ont 60 jours après la fin de leur exercice pour régler tous les montants dus. Ainsi, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés se font dans une large mesure en février et en mars; en fait, il s'agit de 25 à 40 % de l'ensemble des rentrées pour toute l'année. Les profits des sociétés étant moindres en 1998, les sommes perçues pendant la période de règlement (février-mars 1999) devraient être inférieures à celles enregistrées en février-mars 1998.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,6 milliard de dollars (3,6 %). Cette hausse est attribuable au virement net des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers et à une augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. En décembre 1997, un virement a été effectué aux recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers en raison de paiements excédentaires pendant l'année d'imposition 1996; en octobre 1998 et en février 1999, d'autres virements des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont été effectués en raison de paiements insuffisants relativement à des années d'imposition antérieures. La baisse du taux des cotisations a atténué l'effet de ces facteurs. Le taux des cotisations salariales (par tranche de 100 $ de gains assurables) est passé de 2,90 $ en 1997 à 2,70 $ en 1998 (avec une baisse correspondante des taux de cotisation de l'employeur). Pour 1999, le taux des cotisations salariales a été réduit à 2,55 $.
- Les recettes nettes de TPS ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (5,2 %), ce qui correspond dans l'ensemble à la progression de l'assiette pertinente. Les droits de douane à l'importation ont diminué de 0,1 milliard

(5,9 %) étant donné que l'effet des réductions tarifaires a plus que compensé la hausse des importations. Les autres taxes et droits d'accise ont baissé de 0,2 milliard (2,4 %), en grande partie à cause de la réduction de la taxe sur le transport aérien, en vigueur le 1er janvier 1998, et de son abolition le 1er novembre 1998.

- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales, par exemple les droits et les produits d'opérations de vente, ont reculé de 0,1 milliard de dollars (2,2 %).

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, surtout en raison de la hausse des prestations aux aînés. Les prestations d'assurance-emploi demeurent pratiquement inchangées.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, traduisant la hausse des droits de péréquation. Comme l'indiquait le budget de 1999, la révision des données, qui résulte surtout du fait que la croissance économique a été beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation, a entraîné la révision nettement à la hausse des droits de péréquation. Ces révisions portent sur les exercices 1998-1999 et les exercices antérieurs. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés les mêmes étant donné qu'en vertu de la législation actuelle, les droits en espèces par exercice ne peuvent tomber sous la barre de 12,5 milliards de dollars. Dans le budget de 1999, le gouvernement fédéral a annoncé un supplément ponctuel au titre du TCSPS de 3,5 milliards, qui sera comptabilisé en 1998-1999 après adoption des dispositions législatives nécessaires.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont progressé de 1,0 milliard de dollars (2,5 %). Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Les subventions et les autres transferts ont fléchi de 0,1 milliard, surtout en raison de la cessation des subventions à NAV CANADA, en raison de l'abolition de la taxe sur le transport aérien. Les paiements aux sociétés d'État ont grimpé de 0,1 milliard. Les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations, y compris au chapitre de la défense, ont augmenté de 1,0 milliard, surtout en raison de l'effet de règlements salariaux rétroactifs.

Les frais de la dette publique sont en hausse de 0,4 milliard de dollars (1,2 %) étant donné que l'effet de la baisse de l'encours total portant intérêt a été atténué par une hausse du taux d'intérêt moyen en vigueur sur cette dette. Cela traduit à la fois une légère hausse des taux d'intérêt et des changements de la composition de la dette portant intérêt au profit d'échéances plus longues.

Excédent financier de 9,5 milliards de dollars depuis le début de l'exercice (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté suivant la comptabilité d'exercice modifiée, en vertu de laquelle le passif du gouvernement est consigné à mesure qu'il est subi, quel que soit le moment où est effectué le versement en espèces. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	février		d'avril à février		
	1998	1999	1997-1998	1998-1999	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 880	1 924	20 317	20 829	2,5
Prestations d'assurance-emploi	1 193	1 185	10 418	10 448	0,3
Total	3 073	3 109	30 735	31 277	1,8
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	11 458	11 458	0,0
Transferts fiscaux	1 143	2 395	8 902	10 440	17,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-180	-187	-1 964	-2 054	4,6
Total	2 005	3 250	18 396	19 845	7,9
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres programmes					
Agriculture	111	47	654	567	-13,3
Affaires étrangères	175	138	1 495	1 405	-6,0
Santé	92	55	752	863	14,8
Développement des ressources humaines	221	144	1 350	1 829	35,5
Affaires indiennes et du Nord	265	182	3 439	3 349	-2,6
Industrie et développement régional	202	224	1 382	1 392	0,7
Anciens combattants	115	115	1 254	1 255	0,1
Autres	238	218	2 545	2 087	-18,0
Total	1 419	1 123	12 871	12 747	-1,0
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	56	45	802	869	8,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	125	135	1 528	1 625	6,3
Autres	91	102	994	943	-5,1
Total	272	282	3 324	3 437	3,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	949	953	8 759	8 436	-3,7
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 841	2 124	16 730	18 097	8,2
Total	2 790	3 077	25 489	26 533	4,1
Total des dépenses directes de programmes	4 481	4 483	41 684	42 717	2,5
Total des dépenses de programmes	9 559	10 842	90 815	93 839	3,3
Frais de la dette publique	3 386	3 356	37 512	37 951	1,2
Total des dépenses budgétaires	12 945	14 198	128 327	131 790	2,7
Poste pour mémoire : total des transferts	6 497	7 482	62 002	63 869	3,0

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	février		d'avril à février	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 289	342	11 548	10 766
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	216	66	1 083	1 311
Autres	-20	125	53	-257
Total	196	191	1 136	1 054
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	42	555	-344	1 240
Comptes de pension de retraite	252	324	2 662	3 643
Autres	65	-1	-150	2
Total	359	878	2 168	4 885
Autres opérations	109	-113	-3 531	-7 192
Total des opérations non budgétaires	664	956	-227	-1 253
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	2 953	1 298	11 321	9 513
Opérations de change	-4 941	1 814	1 031	1 368
Solde financier net	-1 988	3 112	12 352	10 881

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	février		d'avril à février	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-1 988	3 112	12 352	10 881
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 100	2 300	13 788	8 272
Obligations d'épargne du Canada	-186	-201	-2 755	-1 825
Bons du Trésor	1 800	2 200	-26 200	-26 300
Autres	-169	-279	-10	108
Total partiel	-1 655	4 020	-15 177	-19 745
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	94	558	145	127
Total	-1 561	4 578	-15 032	-19 618
Payables en devises				
Obligations négociables	2 906	-2 801	2 780	6 880
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	1 110	377	548	-409
Billets du Canada			-353	-1 075
Total	4 016	-2 424	2 975	5 396
Variation nette des emprunts	2 455	2 154	-12 057	-14 222
Variation de l'encaisse	467	5 266	295	-3 341

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	28 février 1999	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 364	10 885	-11 479
Intérêt et dette échue	10 419	7 147	-3 272
Provisions	10 917	10 917	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	43 700	28 949	-14 751
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	117 457	121 099	3 642
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	4 205	5 445	1 240
Autres régimes de retraite et autres comptes	5 872	5 874	2
Total des régimes de retraite et autres comptes	127 534	132 418	4 884
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 583	302 855	8 272
Bons du Trésor	112 300	86 000	-26 300
Obligations d'épargne du Canada	29 769	28 071	-1 698
Autres	3 456	3 564	108
Total partiel	440 108	420 490	-19 618
Payable en devises			
Obligations négociables	14 651	23 042	8 391
Bons du Canada	9 356	8 947	-409
Billets du Canada	3 176	590	-2 586
Total partiel	27 183	32 580	5 397
Total de la dette non échue	467 291	453 070	-14 221
Total de la dette portant intérêt	594 825	585 488	-9 337
Total du passif	638 525	614 437	-24 088
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 813	4 914	-10 899
Comptes d'opérations de change	28 968	27 600	-1 368
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	14 036	12 982	-1 054
Total de l'actif	58 817	45 496	-13 321
Déficit accumulé (dette publique nette)	579 708	568 941	-10 767

Pour leur part, les besoins ou l'excédent financiers représentent l'écart entre les décaissements et les encaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées et à l'évolution des autres éléments de passif et d'actif. Ces activités font partie des opérations non budgétaires.

Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est généralement reflété dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 1,3 milliard de dollars d'avril 1998 à février 1999, en hausse de 1,0 milliard par rapport au besoin net de la période correspondante en 1997-1998. Cette augmentation reflète principalement les

paiements plus élevés versés aux provinces en vertu des accords de perception fiscale se rapportant à des paiements insuffisants pour des années d'imposition antérieures et à la dotation de la Fondation canadienne des bourses du millénaire, engagement qui avait été comptabilisé en 1997-1998. L'effet de ces paiements a été partiellement atténué par la bonification des comptes de pension, surtout en raison du transfert à NAV CANADA en 1997-1998, ce qui a amputé les fonds en 1997-1998, et par de plus importantes ressources dans le compte du Régime de pensions du Canada, reflétant le calendrier des rentrées. Cela a permis de dégager un excédent financier (opérations de change exclues) de 9,5 milliards de dollars d'avril 1998 à février 1999, ce qui est légèrement inférieur à l'excédent de 11,3 milliards enregistré pour la même période en 1997-1998.

Solde financier net de 10,9 milliards de dollars et emprunts nets en baisse de 14,2 milliards depuis le début de l'exercice

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue des ressources dégagées par les opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des éléments de passif en devises, qui change le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change.

Compte tenu de tous ces facteurs, les opérations de change ont constitué des ressources nettes de 1,4 milliard de dollars entre avril 1998 et février 1999, comparativement à des ressources nettes de 1,0 milliard pour la même période en 1997-1998.

Avec un excédent budgétaire de 10,8 milliards de dollars, un besoin net de 1,3 milliard des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 1,4 milliard des opérations de change, le solde financier net affichait un excédent de 10,9 milliards pour la période d'avril 1998 à février 1999, comparativement à un excédent de 12,4 milliards pour la même période en 1997-1998.

Grâce à ce solde financier net et à une baisse de l'encaisse de 3,3 milliards de dollars, le gouvernement a pu rembourser, d'avril 1998 à février 1999, 14,2 milliards de sa dette contractée sur les marchés. À la fin de février 1999, l'encaisse s'établissait à 7,0 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Avril 1999

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de mars 1999

Excédent budgétaire de 9,1 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Le déficit étant de 1,7 milliard de dollars en mars 1999, l'excédent budgétaire, au cours des 12 mois à l'étude (avril 1998 à mars 1999), a été estimé à 9,1 milliards de dollars, ce qui représente une légère baisse par rapport à l'excédent de 9,2 milliards déclaré au cours de la même période en 1997-1998. Les recettes budgétaires ont augmenté de 2,8 milliards, soit 1,8 %, les dépenses de programmes ont progressé de 2,6 milliards, c'est-à-dire 2,5 %, et les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard, soit 0,8 %.

Présentation des résultats finals à l'automne

Les résultats financiers d'avril 1998 à mars 1999 ne constituent pas les résultats définitifs de l'exercice 1998-1999. Il reste à faire les redressements de « comptabilité de fin d'exercice ».

Conformément aux principes comptables du gouvernement, ces rajustements de « comptabilité de fin d'exercice » incorporent les augmentations des dépenses de programmes afin d'inclure le coût des passifs engagés pendant l'exercice et au titre desquels aucun paiement n'a été effectué en 1998-1999. Par exemple, l'annonce, dans le budget de 1999, d'un supplément ponctuel en espèces de 3,5 milliards de dollars au Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), sera comptabilisée dans la période de « comptabilité de fin d'exercice », après l'adoption du projet de loi. En outre, des rajustements sont apportés afin d'inclure les passifs engagés par les ministères pour des produits et services reçus à la fin de 1998-1999, mais au titre desquels aucun paiement n'a été effectué pendant la période d'avril-mai 1999. Si l'on se fie aux années antérieures, ces rajustements pourraient osciller entre 2,5 et 3,5 milliards de dollars. Compte tenu du supplément en espèces au TCSPS, cela réduirait l'excédent affiché à la fin de mars 1999 de 6 à 7 milliards de dollars.

Les prévisions, quant à un budget équilibré, annoncées dans le budget de février 1999 pour 1998-1999, se fondent sur ces rajustements, jumelés aux progrès attendus en février et en mars 1999 et à l'inclusion de 3 milliards de dollars au titre de la réserve pour éventualités.

Cependant, les recettes budgétaires à la fin de mars 1999 étaient légèrement inférieures aux prévisions annoncées dans le budget de 1999. Cela vaut particulièrement pour les recettes d'impôt sur les sociétés, où des remboursements plus élevés que prévu en mars 1999 feront en sorte que le chiffre final de l'impôt perçu sera moindre que celui qui avait été estimé au moment du dépôt du budget. Sauf si des rajustements compensatoires sont faits au chapitre des autres composantes de recettes, une fois que les rajustements définitifs sont apportés pour les sommes en espèces reçues en mars mais non déposées avant avril, les recettes budgétaires devraient être moins élevées que celles qui avaient été estimées dans le budget de 1999. Les résultats vérifiés définitifs seront diffusés à l'automne.

Déficit budgétaire de 1,7 milliard de dollars en mars 1999

Un déficit budgétaire de 1,7 milliard de dollars a été enregistré en mars 1999, ce qui représente une baisse de près de 0,7 milliard par rapport au déficit de 2,3 milliards déclaré en mars 1998. Toutes les principales composantes ont contribué à cette amélioration d'une année sur l'autre.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, des droits de douane à l'importation et des taxes et droits d'accise ayant été largement compensée par des hausses des autres composantes principales.

- La diminution des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés est principalement attribuable aux remboursements d'impôt applicables à l'année d'imposition 1998, en raison d'un recul des bénéfices des sociétés.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	mars		d'avril à mars	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	12 752	12 868	152 627	155 425
Dépenses de programmes	-11 590	-11 129	102 417	-104 967
Solde de fonctionnement	1 162	1 739	50 210	50 458
Frais de la dette publique	-3 505	-3 411	-41 016	-41 363
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 343	-1 672	9 194	9 095
Opérations non budgétaires	3 720	2 911	3 504	1 656
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 377	1 239	12 698	10 751
Opérations de change	-3 186	-5 846	-2 155	-4 478
Solde financier net	-1 809	-4 607	10 543	6 273
Variation nette des emprunts	2 497	6 853	-9 562	-7 368
Variation nette de l'encaisse	688	2 246	981	-1 095

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- La baisse des droits de douane à l'importation découle d'écarts de dates dans la réception des droits de douane entre les deux périodes à l'étude, tandis que l'élimination de la taxe de transport aérien est intervenue pour la totalité de la diminution des taxes et droits d'accise.
- Par contre, les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, c'est-à-dire de 7,3 %, en raison de gains au chapitre du revenu d'emploi, tandis que les recettes non fiscales ont progressé de 0,4 milliard, ou 18,1 %, principalement à cause de la hausse des gains au titre des opérations du Compte du fonds des changes.

Les dépenses de programmes ont diminué de 0,5 milliard de dollars par rapport à mars 1998. Ce résultat est principalement attribuable à la baisse des transferts, en partie sous l'effet d'initiatives ponctuelles qui ont influé sur les résultats de mars 1998.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars, traduisant ainsi une baisse de l'encours de la dette portant intérêt puisque les taux d'intérêt réels moyens sur la dette sont demeurés inchangés.

Augmentation de 2,8 milliards de dollars des recettes budgétaires d'avril 1998 à mars 1999

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 2,8 milliards de dollars, c'est-à-dire 1,8 %, entre avril 1998 et mars 1999.

À l'intérieur des recettes budgétaires :

- les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,0 milliards de dollars, c'est-à-dire 2,8 %. Cette hausse est attribuable aux augmentations soutenues des rentrées de retenues mensuelles sur salaires, à l'augmentation du nombre de salariés, de même qu'à la progression de l'impôt payé à la date de déclaration, en raison de la forte croissance du revenu enregistrée au cours de l'année d'imposition 1997. Cependant, l'effet de ces facteurs sur la croissance globale des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers a été réduit par l'augmentation des remboursements (en hausse de 1,2 milliard) et par un transfert net de 1,0 milliard aux rentrées liées aux cotisations d'assurance-emploi, en raison de redressements effectués au cours de l'exercice précédent et de paiements insuffisants. En outre, les versements effectués au titre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, qui sont déduits des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, ont augmenté de 0,4 milliard, traduisant ainsi l'augmentation des fonds annoncée dans les budgets de 1996 et 1997.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 1,0 milliard de dollars, soit 4,6 %, à cause d'une réduction des bénéfices des sociétés en 1998.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	mars		d'avril à mars		
	1998	1999	1997-1998	1998-1999	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	3 169	3 400	71 524	73 525	2,8
Impôt sur le revenu des sociétés	3 088	2 525	21 267	20 289	-4,6
Autres	261	452	2 506	2 892	15,4
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 518	6 377	95 297	96 706	1,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 781	1 808	18 758	19 388	3,4
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 314	1 407	19 865	20 929	5,4
Droits de douane à l'importation	368	149	2 728	2 369	-13,2
Taxes de vente et d'accise	694	674	8 659	8 449	-2,4
Total des taxes et droits d'accise	2 376	2 230	31 252	31 747	1,6
Total des recettes fiscales	10 675	10 415	145 307	147 841	1,7
Recettes non fiscales	2 077	2 453	7 320	7 584	3,6
Total des recettes budgétaires	12 752	12 868	152 627	155 425	1,8

- Les rentrées liées aux cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 3,4 %. Cette hausse est attribuable à des transferts nets de rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et à une augmentation du nombre de salariés. En décembre 1997, un transfert a été effectué aux rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, sous l'effet de cotisations payées en trop pendant l'année d'imposition 1996, tandis qu'en octobre 1998 et février 1999, les transferts ont été effectués à partir des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers à cause de paiements insuffisants au cours des années d'imposition antérieures. L'effet de ces facteurs a été réduit par la baisse des taux de cotisation. Le taux des cotisations salariales (par tranche de 100 $ de gains assurables) a été ramené de 2,90 $ en 1997 à 2,70 $ en 1998 (le taux des cotisations patronales a été réduit d'autant). Pour 1999, le taux des cotisations salariales a été ramené à 2,55 $.
- Les recettes nettes de taxe sur les produits et services ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, soit 5,4 %, ce qui correspond généralement à la progression de l'assiette fiscale applicable. Les droits de douane à l'importation ont régressé de 0,4 milliard, soit 13,2 %, car la croissance des importations a été largement neutralisée par l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 0,2 milliard, c'est-à-dire 2,4 %, en raison de la réduction de la taxe de transport aérien, à compter du 1er janvier 1998, et de son élimination le 1er novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent les revenus de placements et d'autres recettes non fiscales, comme les honoraires et les produits de la vente, ont été en hausse de 0,3 milliard de dollars, ou 3,6 %, à la suite de l'augmentation des rentrées au titre du Compte du fonds des changes.

Augmentation de 2,6 milliards de dollars des dépenses de programmes d'avril 1998 à mars 1999

Les dépenses de programmes ont augmenté de 2,6 milliards de dollars, soit 2,5 %, d'avril 1998 à mars 1999, comparativement à la période correspondante de l'exercice 1997-1998. Cette hausse découle principalement de la majoration des transferts aux autres administrations et à la progression des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,4 %, car la hausse des prestations aux personnes âgées a largement compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. L'accroissement des prestations aux personnes âgées découle de l'augmentation du nombre des personnes âgées qui reçoivent des prestations, de même que de la hausse des prestations moyennes. La réduction des prestations d'assurance-emploi est attribuable à la diminution du nombre de chômeurs canadiens.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,5 milliard de dollars, à cause de la majoration des droits à péréquation. Comme il a été mentionné dans le budget de 1999, la révision des données découlant principalement d'une plus forte croissance de l'économie en Ontario que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation a entraîné d'importantes révisions à la hausse des droits à péréquation. Ces révisions portent sur l'exercice 1998-1999 et sur les exercices précédents. Les droits en espèces au titre du TCSPS sont demeurés inchangés, car la loi empêche la réduction des droits aux transferts en espèces en deçà de 12,5 milliards de dollars au cours d'un exercice. Dans le budget de 1999, le gouvernement fédéral a annoncé un supplément ponctuel de 3,5 milliards au titre du TCSPS, qui sera comptabilisé en 1998-1999, après la promulgation de la loi habilitante.
- Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, c'est-à-dire 1,3 %. Cette composante englobe les subventions et autres transferts, les paiements aux sociétés d'État, ainsi que les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital, dont la défense. Les subventions et autres transferts ont diminué de 0,7 milliard, en partie en raison de l'abolition des subventions à NAV CANADA, à la suite de l'élimination de la taxe de transport aérien. L'augmentation des transferts effectués par Développement des ressources humaines Canada est attribuable aux initiatives annoncées dans le budget de février 1998 en vertu de la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances. Les paiements aux sociétés d'État ont augmenté de 0,1 milliard. Les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital, qui englobent la défense, ont progressé de 1,2 milliard, en grande partie en raison de l'incidence de règlements salariaux rétroactifs.

Augmentation de 0,3 milliard de dollars des frais de la dette publique d'avril 1998 à mars 1999

Les frais de la dette publique sont en hausse de 0,3 milliard de dollars, soit 0,8 %, vu que la baisse de l'encours total de la dette portant intérêt a été compensée par une augmentation du taux d'intérêt réel moyen sur cette dette. Cela traduit à la fois une légère augmentation des taux d'intérêt et la modification de la structure de la dette portant intérêt au profit d'échéances plus longues.

Excédent financier de 10,8 milliards de dollars en 1998-1999 (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté suivant la comptabilité d'exercice modifiée, en vertu de laquelle le passif du gouvernement est consigné à mesure qu'il est subi, quel que soit le moment où est effectué le versement en espèces. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

Par contre, les besoins ou l'excédent financier représentent l'écart entre les décaissements et les encaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées et à l'évolution des autres éléments de passif et d'actif. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à une ressource nette de 1,7 milliard de dollars d'avril 1998 à mars 1999, en baisse par rapport à une ressource nette de 3,5 milliards au cours de la période correspondante de l'exercice 1997-1998. Cette baisse est principalement attribuable à l'augmentation des paiements aux provinces en vertu d'accords de perception fiscale, se rapportant à des paiements insuffisants relatifs aux années d'imposition antérieures, et aux paiements effectués à la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, à l'égard desquels un engagement avait été établi en 1997-1998. Ces paiements ont été partiellement compensés par une augmentation des fonds dans les comptes de pension de retraite, se rapportant principalement aux transferts de fonds à NAV CANADA en 1997-1998, qui ont réduit la ressource nette en 1997-1998 et ont entraîné une augmentation de la ressource dans le compte du Régime de pensions du Canada.

Par conséquent, l'excédent financier (opérations de changes exclues) a atteint 10,8 milliards de dollars entre avril 1998 et mars 1999, soit une légère baisse par rapport aux 12,7 milliards enregistrés au cours de la période correspondante de 1997-1998. Même si les résultats budgétaires définitifs ne seront pas publiés avant l'automne de 1999, les résultats au titre de l'excédent financier pour la période comprise entre avril et mars ne diffèrent pas sensiblement des résultats définitifs vérifiés.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	mars		d'avril à mars		
	1998	1999	1997-1998	1998-1999	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 894	1 937	22 212	22 765	2,5
Prestations d'assurance-emploi	1 479	1 323	11 897	11 772	-1,1
Total	3 373	3 260	34 109	34 537	1,3
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	12 500	12 500	0,0
Transferts fiscaux	827	790	9 729	11 231	15,4
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-156	-93	-2 120	-2 147	1,3
Total	1 713	1 739	20 109	21 584	7,3
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres programmes					
Agriculture	150	82	804	649	-19,3
Affaires étrangères	356	230	1 851	1 635	-11,7
Santé	81	93	833	955	14,6
Développement des ressources humaines	272	179	1 622	2 008	23,8
Affaires indiennes et du Nord	221	340	3 660	3 689	0,8
Industrie et développement régional	292	272	1 674	1 664	-0,6
Anciens combattants	114	117	1 368	1 372	0,3
Autres	1 480	1 058	4 025	3 144	-21,9
Total	2 966	2 371	15 837	15 116	-4,6
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	61	27	863	896	3,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	135	175	1 663	1 800	8,2
Autres	86	100	1 080	1 043	-3,4
Total	282	302	3 606	3 739	3,7
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	994	1 072	9 752	9 508	-2,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 262	2 385	19 004	20 483	7,8
Total	3 256	3 457	28 756	29 991	4,3
Total des dépenses directes de programmes	6 504	6 130	48 199	48 846	1,3
Total des dépenses de programmes	11 590	11 129	102 417	104 967	2,5
Frais de la dette publique	3 505	3 411	41 016	41 363	0,8
Total des dépenses budgétaires	15 095	14 540	143 433	146 330	2,0
Poste pour mémoire : total des transferts	8 052	7 370	70 055	71 237	1,7

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	mars		d'avril à mars	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 343	-1 672	9 194	9 095
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	149	301	1 243	1 613
Autres		-145	53	-403
Total	149	156	1 296	1 210
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	803	-7	459	1 233
Comptes de pension de retraite	321	243	2 983	3 885
Autres	176	34	26	35
Total	1 300	270	3 468	5 153
Autres opérations	2 271	2 485	-1 260	-4 707
Total des opérations non budgétaires	3 720	2 911	3 504	1 656
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 377	1 239	12 698	10 751
Opérations de change	-3 186	-5 846	-2 155	-4 478
Solde financier net	-1 809	-4 607	10 543	6 273

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	mars		d'avril à mars	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-1 809	-4 607	10 562	6 273
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-1 768	-7 300	12 020	972
Obligations d'épargne du Canada	-123	-50	-2 878	-1 875
Bons du Trésor	3 100	10 950	-23 100	-15 350
Autres	-1	499	-11	607
Total partiel	1 208	4 099	-13 969	-15 646
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	98	66	241	193
Total	1 306	4 165	-13 728	-15 453
Payables en devises				
Obligations négociables	899	132	3 679	7 013
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	436	1 283	984	874
Billets du Canada	-144	1 273	-497	198
Total	1 191	2 688	4 166	8 085
Variation nette des emprunts	2 497	6 853	-9 562	-7 368
Variation de l'encaisse	688	2 246	981	-1 095

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	31 mars 1999	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 364	14,711	-7,653
Intérêt et dette échue	10 419	7,374	-3,045
Provisions	10 917	10,917	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	43 700	33,002	-10,698
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	117 457	121 342	3 885
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	4 205	6 794	2 589
Autres régimes de retraite et autres comptes	5 872	4 551	-1 321
Total des régimes de retraite et autres comptes	127 534	132 687	5 153
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 583	295 555	972
Bons du Trésor	112 300	96 950	-15 350
Obligations d'épargne du Canada	29 769	28 087	-1 682
Autres	3 456	4 063	607
Total partiel	440 108	424 655	-15 453
Payable en devises			
Obligations négociables	14 651	23 176	8 525
Bons du Canada	9 356	10 230	874
Billets du Canada	3 176	1 863	-1 313
Total partiel	27 183	35 269	8 086
Total de la dette non échue	467 291	459 924	-7 367
Total de la dette portant intérêt	594 825	592 611	-2 214
Total du passif	638 525	625 613	-12 912
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 813	8 730	-7 083
Comptes d'opérations de change	28 968	33 446	-4 478
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	14 036	12 824	-1 212
Total de l'actif	58 817	55 000	-3 817
Déficit accumulé (dette publique nette)	579 708	570 613	-9 095

Le résultat préliminaire de l'excédent financier de l'exercice 1998-1999 a été légèrement inférieur aux prévisions de 11,5 milliards établies dans le budget de février 1999, principalement en raison des dates prévues des paiements.

Solde financier net de 6,3 milliards de dollars et emprunts nets en baisse de 7,4 milliards

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité dans le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue une ressource dégagée par les opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des éléments de passif en devises, qui change le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
	(en millions de dollars)						
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986
Moins :							
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325		
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,176
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588

Source : *Comptes publics du Canada*

Compte tenu de tous ces facteurs, les premières estimations de 1998-1999 révèlent un besoin net de 4,5 milliards de dollars à l'égard des opérations de change, comparativement à un besoin net de 2,2 milliards en 1997-1998.

Avec un excédent budgétaire de 9,1 milliards de dollars, une ressource nette de 1,7 milliard au titre des opérations non budgétaires et un besoin net de 4,5 milliards au chapitre des opérations de change, le solde financier net affichait un excédent de 6,3 milliards en 1998-1999, comparativement à un excédent net de 10,6 milliards en 1997-1998.

Grâce à cet excédent financier et à une baisse de l'encaisse de 1,1 milliard de dollars, le gouvernement a pu rembourser, en 1998-1999, 7,4 milliards de sa dette contractée sur les marchés. Il s'agit donc de la deuxième année consécutive au cours de laquelle la dette contractée sur les marchés est réduite. Au cours de ces deux exercices, la dette contractée sur les marchés a été amputée de 16,9 milliards. L'encaisse s'établissait à 9,3 milliards de dollars à la fin de mars 1999.

Le Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, diminuées des crédits de taxes sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus de même que le produit net tiré de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, d'après la loi, être versés directement au Compte. Le solde de ce compte ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette publique et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié une fois l'an par le vérificateur général du Canada. Dans ses « Observations » sur les états financiers de 1996-1997, le vérificateur général a posé la question de l'utilité du Compte en raison de la nature fondamentale du Trésor. Le gouvernement a répondu qu'il étudierait la question.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Mai 1999

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'avril 1999

Augmentation de 0,3 milliard de dollars de l'excédent budgétaire en avril 1999

Un excédent budgétaire de 1,5 milliard de dollars a été enregistré en avril 1999, soit 0,3 milliard de plus que l'excédent de 1,2 milliard enregistré en avril 1998. Les recettes budgétaires ont grimpé de 5,2 % d'une année sur l'autre, tandis que les frais de la dette publique ont reculé de 1,2 %. Quant aux dépenses de programmes, elles ont augmenté de 4,7 %.

Au nombre des principales composantes des recettes :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,3 %, soit 0,3 milliard de dollars. Ceci traduit la vigueur soutenue des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, résultat de l'augmentation du nombre de travailleurs, et une baisse des remboursements, le nombre de déclarations traitées ayant diminué par rapport à la même période l'an dernier. Toutefois, l'incidence de ces facteurs a été partiellement compensée par une baisse de l'impôt versé lors de la déclaration pour l'année d'imposition 1998.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 12,7 %, soit 0,2 milliard de dollars, en raison de la faiblesse des bénéfices en 1998.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu ont augmenté de 47,9 %, soit 0,1 milliard de dollars, ce qui est dû en grande partie au calendrier de ces rentrées.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 2,3 %, résultat de leur sous-estimation au début de l'an dernier. Par ailleurs, ces recettes n'ont pratiquement pas changé puisque l'effet de la réduction des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 1999 est de 2,55 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, contre 2,70 $ en 1998) sur le total des recettes de cotisations est compensé par une hausse du nombre de travailleurs.
- Les recettes nettes de taxe sur les produits et services ont grimpé de 16,4 %, soit 0,3 milliard de dollars, ce qui reflète à la fois une hausse des rentrées brutes et le niveau quasiment inchangé des remboursements. On prévoit que ces derniers augmenteront au cours de l'année.
- Les autres taxes et droits d'accise sont restés pratiquement inchangés.

À l'exception des subventions et autres transferts, toutes les composantes des dépenses de programmes sont en hausse.

- Les principaux transferts aux particuliers ont légèrement augmenté, la progression des prestations aux personnes âgées ayant plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont grimpé de 7,4 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel qu'indiqué dans le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques, qui indiquait une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation.
- La baisse des subventions et des autres transferts touche la plupart des ministères. On s'attend à ce que, pour l'ensemble de l'exercice, cette composante soit plus modeste qu'en 1998-1999.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Avril	
	1998	1999
	(en millions de dollars)	
Opérations budgétaires		
Recettes	12 500	13 150
Dépenses de programmes	-7 862	-8 233
Solde de fonctionnement	4 638	4 917
Frais de la dette publique	-3 454	-3 412
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 184	1 505
Opérations non budgétaires	-3 456	-3 571
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-2 272	-2 066
Opérations de change	1 287	-632
Solde financier net	-985	-2 698
Variation nette des emprunts	-5 557	-4 714
Variation nette de l'encaisse	-6 542	-7 412

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- La forte hausse des paiements aux sociétés d'État est attribuable au calendrier de ces paiements; pour l'ensemble de l'exercice, leur total ne devrait être que légèrement supérieur à celui de l'an dernier.
- La hausse des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations est surtout attribuable à des facteurs touchant le calendrier de ces dépenses.

La baisse des frais de la dette publique résulte d'une diminution de l'encours de la dette portant intérêt et de son assujettissement à des taux d'intérêt moyens effectifs moins élevés.

Besoin financier (opérations de change exclues) de 2,1 milliards de dollars en avril 1999

Le solde budgétaire est présenté suivant la comptabilité de caisse modifiée, en vertu de laquelle le passif du gouvernement est consigné à mesure qu'il est subi, quel que soit le moment où est effectué le versement en espèces. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

Pour leur part, les besoins ou l'excédent financiers représentent l'écart entre les décaissements et les encaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres éléments de passif et d'actif. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflété dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 3,6 milliards de dollars en avril 1999, en hausse par rapport au besoin net de 3,5 milliards enregistré en avril 1998. Cela a donné lieu à un besoin financier (opérations de change exclues) de 2,1 milliards de dollars en avril 1999, ce qui est légèrement inférieur au besoin de 2,3 milliards à la même époque l'an dernier.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	Avril		
	1998	1999	variation
	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	6 209	6 479	4,3
Impôt sur le revenu des sociétés	1 241	1 083	-12,7
Autres	286	423	47,9
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 736	7 985	3,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 748	1 788	2,3
Taxes et droits d'accise			
Taxe sur les produits et services	1 803	2 098	16,4
Droits de douane à l'importation	174	182	4,6
Taxes de vente et d'accise	621	624	0,5
Total des taxes et droits d'accise	2 598	2 904	11,8
Total des recettes fiscales	12 082	12 677	4,9
Recettes non fiscales	418	473	13,2
Total des recettes budgétaires	12 500	13 150	5,2

Besoin financier net de 2,7 milliards de dollars

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue une source de fonds dégagés par les opérations du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des éléments de passif en devises, qui change le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, on observe un besoin net de 0,6 milliard de dollars en avril 1999 comparativement à une source nette de 1,3 milliard en avril 1998.

Avec un excédent budgétaire de 1,5 milliard de dollars, un besoin net de 3,6 milliards des opérations non budgétaires et un besoin net de 0,6 milliard au titre des opérations de change, on observe un besoin financier net de 2,7 milliards de dollars en avril 1999 comparativement à un besoin net de 1,0 milliard en avril 1998.

Baisse nette des emprunts de 4,7 milliards de dollars

Malgré un besoin financier net de 2,7 milliards de dollars en avril 1999, le gouvernement a remboursé, au cours de ce mois, 4,7 milliards sur sa dette contractée sur les marchés. Pour ce faire, le solde de l'encaisse a été amputé de 7,4 milliards. À la fin d'avril 1999, ce solde s'établissait à 1,9 milliard de dollars.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	Avril		
	1998	1999	variation
	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert			
Particuliers			
Prestations aux aînés	1 821	1 871	2,7
Prestations d'assurance-emploi	1 114	1 079	-3,1
Total	2 935	2 950	0,5
Autres administrations			
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0
Transferts fiscaux	642	743	15,7
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-177	-5,3
Total	1 497	1 608	7,4
Dépenses directes de programmes			
Subventions et autres programmes			
Agriculture	5	1	-80,0
Affaires étrangères	100	57	-43,0
Santé	84	55	-34,5
Développement des ressources humaines	58	28	-51,7
Affaires indiennes et du Nord	778	829	6,6
Industrie et développement régional	72	91	26,4
Anciens combattants	114	113	-0,9
Autres	190	194	2,1
Total	1 401	1 368	-2,4
Paiements aux sociétés d'État			
Société Radio-Canada	147	113	-23,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	125	145	16,0
Autres	116	155	33,6
Total	388	413	6,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital			
Défense	445	540	21,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 196	1 354	13,2
Total	1 641	1 894	15,4
Total des dépenses directes de programmes	3 430	3 675	7,1
Total des dépenses de programmes	7 862	8 233	4,7
Frais de la dette publique	3 454	3 412	-1,2
Total des dépenses budgétaires	11 316	11 645	2,9
Poste pour mémoire : total des transferts	5 833	5 926	1,6

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	Avril	
	1998	1999
	(en millions de dollars)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 184	1 505
Prêts, placements et avances		
Sociétés d'État	101	-64
Autres	1	309
Total	102	245
Comptes à fins déterminées		
Compte du Régime de pensions du Canada	599	-220
Comptes de pension de retraite	340	364
Autres	-40	22
Total	899	166
Autres opérations	-4 457	-3 982
Total des opérations non budgétaires	-3 456	-3 571
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-2 272	-2 066
Opérations de change	1 287	-632
Solde financier net	-985	-2 698

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	Avril	
	1998	1999
	(en millions de dollars)	
Solde financier net	-985	-2 698
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts		
Payables en dollars canadiens		
Obligations négociables	–	–
Obligations d'épargne du Canada	-4 200	-4 050
Bons du Trésor	-629	-86
Autres	-1	598
Total partiel	-4 830	-3 538
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	90	57
Total	-4 740	-3 481
Payables en devises		
Obligations négociables	–	–
Billets et prêts	–	–
Bons du Canada	-817	-1 233
Billets du Canada	–	–
Total	-817	-1 233
Variation nette des emprunts	-5 557	-4 714
Variation de l'encaisse	6 542	-7 412

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	30 avril 1999	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	18 911	18 975	64
Intérêt et dette échue	7 374	11 080	3 706
Provisions	12 804	12 076	-728
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	39 089	42 131	3 042
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	121 342	121 706	364
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 794	6 574	-220
Autres régimes de retraite et autres comptes	-4 551	4 573	22
Total des régimes de retraite et autres comptes	132 687	132 853	166
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 555	295 612	57
Bons du Trésor	96 950	92 900	-4 050
Obligations d'épargne du Canada	28 087	28 001	-86
Autres	4 063	4 661	598
Total partiel	424 655	421 174	-3 481
Payable en devises			
Obligations négociables	23 176	23 176	0
Bons du Canada	10 230	8 997	-1 233
Billets du Canada	1 863	1 863	0
Total partiel	35 269	34 036	-1 233
Total de la dette non échue	459 924	455 210	-4 714
Total de la dette portant intérêt	592 611	588 063	-4 548
Total du passif	631 700	630 194	-1 506
Actif			
Encaisse et débiteurs	8 730	8 730	0
Comptes d'opérations de change	33 446	33 445	-1
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	12 824	12 824	0
Total de l'actif	55 000	54 999	-1
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 700	575 195	-1 505

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les prochaines dates provisoires de parution) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Juillet 1999

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de mai 1999

Excédent budgétaire de 1,8 milliard de dollars en mai 1999

Un excédent budgétaire de 1,8 milliard de dollars a été réalisé en mai 1999, soit une hausse de 0,8 milliard par rapport à l'excédent enregistré en mai 1998. Environ la moitié de l'augmentation de l'excédent d'une année sur l'autre est attribuable à des facteurs chronologiques, tendance qui sera inversée au cours des prochains mois. Les recettes budgétaires ont progressé de 1 milliard de dollars (8,2 %), tandis que les frais de la dette publique ont chuté de 0,1 milliard (2,3 %). Les dépenses de programmes ont augmenté de 0,3 milliard (3,7 %).

Au chapitre des principales recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 11,9 %. Cette hausse est attribuable à l'augmentation soutenue des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné que le nombre de personnes occupant un emploi était supérieur, et au moment de réception des paiements. Les impôts acquittés lors de la production des déclarations de revenus pour l'année d'imposition 1998 étaient aussi considérablement en hausse et ont plus que compensé la baisse d'une année sur l'autre enregistrée le mois dernier.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 13,4 %, sous l'effet de la faiblesse des bénéfices en 1998.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi n'ont pratiquement pas changé, étant donné que la réduction des taux de cotisation (le taux de cotisation des employés pour 1999 est de 2,55 $ par 100 $ de gains assurables comparativement à 2,70 $ en 1998) sur le total des recettes de cotisations a été compensée par une hausse du nombre de travailleurs.
- Les recettes nettes de la taxe sur les produits et services ont progressé de 40,8 %, en raison surtout du moment de la réception des paiements. Les facteurs chronologiques avaient fait chuter les recettes brutes en mai 1998, et la situation s'était rétablie le mois suivant. Cette année, il semble que ce soit le contraire qui se soit passé.
- Les recettes au titre des autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 3,6 % en mai, alors qu'elles étaient restées pratiquement inchangées en avril. Les recettes non fiscales ont reculé de 17,6 %, compensant entièrement la hausse d'une année sur l'autre enregistrée en avril.

À l'exception des subventions et autres paiements de transfert et paiements aux sociétés d'État, toutes les composantes des dépenses de programmes sont en hausse.

- Les principaux transferts aux particuliers ont légèrement augmenté, sous le coup de l'augmentation des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux personnes âgées n'ont pas bougé en raison de facteurs chronologiques.
- Les principaux paiements de transfert aux autres administrations ont enregistré une hausse de 4,9 %, témoignant de la hausse des droits de péréquation. Tel qu'il était indiqué dans le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques, qui indiquaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation.
- La baisse au titre des subventions et autres transferts a été constatée dans la plupart des ministères. Tout au long de l'exercice, cette composante devrait être moins élevée qu'en 1998-1999.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	mai		d'avril à mai	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	12 346	13 363	24 846	26 514
Dépenses de programmes	-7 724	-8 006	-15 588	-16 239
Solde de fonctionnement	4 622	5 357	9 258	10 275
Frais de la dette publique	-3 593	-3 512	-7 046	-6 924
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 029	1 845	2 212	3 351
Opérations non budgétaires	4 594	4 441	1 137	870
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	5 623	6 286	3 349	4 221
Opérations de change	1 178	1 135	2 465	503
Solde financier net	6 801	7 421	5 814	4 724
Variation nette des emprunts	-5 682	-2 427	-11 239	-7 140
Variation nette de l'encaisse	1 119	4 994	-5 425	-2 416

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- La baisse des paiements aux sociétés d'État en mai a contrebalancé en partie la hausse enregistrée en avril.
- Les dépenses de fonctionnement et en immobilisations ont progressé, en raison surtout de facteurs chronologiques.

La baisse des frais de la dette publique s'explique surtout par des rajustements chronologiques, qui ont gonflé les résultats de mai 1998. Cette tendance sera inversée au cours des prochains mois.

Excédent budgétaire de 3,4 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Au cours des deux premiers mois de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 3,4 milliards de dollars, en hausse de 1,1 milliard par rapport à l'excédent de 2,2 milliards estimé pour la même période de l'exercice précédent. Cependant, tel qu'il a déjà été souligné, cette augmentation d'une année sur l'autre s'explique en partie par des facteurs chronologiques, tendance qui sera inversée au cours des prochains mois. En outre, les mesures de réduction fiscale annoncées dans le budget de 1999, de même que la mesure budgétaire de 1998 visant à augmenter la Prestation fiscale canadienne pour enfants, sont entrées en vigueur le 1er juillet 1999. Ainsi, les résultats budgétaires pour les deux premiers mois de l'exercice 1999-2000 ne sont pas un indicateur approprié des progrès réalisés dans l'ensemble de l'exercice.

Excédent financier de 4,2 milliards de dollars pour avril et mai 1999 (hors les opérations de change)

Le solde budgétaire est présenté suivant la comptabilité d'exercice modifiée, en vertu de laquelle le passif du gouvernement est consigné à mesure qu'il est subi, quel que soit le moment où est effectué le versement en espèces. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

Pour leur part, les besoins ou l'excédent financiers représentent l'écart entre les décaissements et les encaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres éléments de passif et d'actif. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflété dans les opérations non budgétaires.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	mai			d'avril à mai		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 288	7 038	11,9	12 496	13 518	8,2
Impôt sur le revenu des sociétés	1 644	1 424	-13,4	2 886	2 506	-13,2
Autres	143	152	6,3	429	575	34,0
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 075	8 614	6,7	15 811	16 599	5,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 795	1 800	0,3	3 543	3 587	1,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 244	1 751	40,8	3 047	3 849	26,3
Droits de douane à l'importation	146	156	6,8	320	338	5,6
Taxes de vente et d'accise	694	719	3,6	1 315	1 342	2,1
Total des taxes et droits d'accise	2 084	2 626	26,0	4 682	5 529	18,1
Total des recettes fiscales	11 954	13 040	9,1	24 036	25 715	7,0
Recettes non fiscales	392	323	-17,6	810	799	-1,4
Total des recettes budgétaires	12 346	13 363	8,2	24 846	26 514	6,7

Les opérations non budgétaires ont donné lieu pour le gouvernement à des ressources nettes de 0,9 milliard de dollars en avril et mai 1999, en baisse de 0,3 milliard comparativement aux ressources nettes au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Cela a permis de dégager un excédent financier (hors les opérations de change) de 4,2 milliards de dollars en avril et mai 1999, en hausse par rapport à l'excédent financier de 3,3 milliards enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.

Excédent financier net de 4,7 milliards de dollars

Les opérations de change représentent toutes les opérations liées aux réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objectif de maintenir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (en vendant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien est touchée par des pressions à la hausse et vend des devises (en achetant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue une ressource provenant des opérations du Fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. La variation des passifs en devises, qui sert à modifier le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, avril et mai 1999 ont été marqués par un apport net de 0,5 milliard de dollars provenant des opérations de change, comparativement à un apport net de 2,5 milliards pour la même période un an auparavant.

Avec un excédent budgétaire de 3,4 milliards de dollars, des ressources nettes de 0,9 milliard provenant des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 0,5 milliard provenant des opérations de change, le solde financier accusait un excédent de 4,7 milliards pour la période d'avril et mai 1999, comparativement à 5,8 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Baisse des emprunts nets de 7,1 milliards de dollars

Grâce à un excédent financier net de 4,7 milliards de dollars et à une baisse de l'encaisse de 2,4 milliards pour la période d'avril et mai 1999, le gouvernement a pu rembourser 7,1 milliards de dollars de sa dette contractée sur les marchés au cours de cette période. À la fin de mai 1999, l'encaisse s'établissait à 6,9 milliards de dollars.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	mai			d'avril à mai		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 878	1 878	0,0	3 699	3 749	1,4
Prestations d'assurance-emploi	881	943	7,0	1 995	2 022	1,4
Total	2 759	2 821	2,2	5 694	5 771	1,4
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 041	1 042	0,1	2 083	2 083	0,0
Transferts fiscaux	897	991	10,5	1 539	1 735	12,7
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-198	5,3	-375	-375	0,0
Total	1 750	1 835	4,9	3 247	3 443	6,0
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	9	46	411,1	14	47	235,7
Affaires étrangères	65	138	112,3	166	195	17,5
Santé	62	61	-1,6	146	116	-20,5
Développement des ressources humaines	170	56	-67,1	228	83	-63,6
Affaires indiennes et du Nord	217	229	5,5	995	1 058	6,3
Industrie et développement régional	60	64	6,7	132	155	17,4
Anciens combattants	113	114	0,9	227	227	0,0
Autres	167	102	-38,9	358	296	-17,3
Total	863	810	-6,1	2 266	2 177	-3,9
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	23	42	82,6	170	155	-8,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	175	150	-14,3	300	295	-1,7
Autres	57	60	5,3	174	215	23,6
Total	255	252	-1,2	644	665	3,3
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	660	699	5,9	1 104	1 238	12,1
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 437	1 589	10,6	2 633	2 945	11,8
Total	2 097	2 288	9,1	3 737	4 183	11,9
Total des dépenses directes de programmes	3 215	3 350	4,2	6 647	7 025	5,7
Total des dépenses de programmes	7 724	8 006	3,7	15 588	16 239	4,2
Frais de la dette publique	3 593	3 512	-2,3	7 046	6 924	-1,7
Total des dépenses budgétaires	11 317	11 518	1,8	22 634	23 163	2,3
Poste pour mémoire : total des transferts	5 372	5 466	1,7	11 207	11 391	1,6

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	mai		d'avril à mai	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 029	1 845	2 212	3 351
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	26	-42	127	-106
Autres	46	15	47	324
Total	72	-27	174	218
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	850	665	1 449	445
Comptes de pension de retraite	260	317	600	681
Autres	15	-28	-25	-6
Total	1 125	954	2 024	1 120
Autres opérations	3 397	3 514	-1 061	-468
Total des opérations non budgétaires	4 594	4 441	1 137	870
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	5 623	6 286	3 349	4 221
Opérations de change	1 178	1 135	2 465	503
Solde financier net	6 801	7 421	5 814	4 724

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	mai		d'avril à mai	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	6 801	7 421	5 814	4 724
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 900	4 300	3 900	4 300
Obligations d'épargne du Canada	-365	-137	-994	-223
Bons du Trésor	-8 900	-5 900	-13 100	-9 950
Autres	56	227	55	826
Total partiel	-5 309	-1 510	-10 139	-5 047
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	89	49	179	106
Total	-5 220	-1 461	-9 960	-4 941
Payables en devises				
Obligations négociables	–	–	–	–
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	-462	-966	-1 279	-2 199
Billets du Canada	–	–	–	–
Total	-462	-966	-1 279	-2 199
Variation nette des emprunts	-5 682	-2 427	-11 239	-7 140
Variation de l'encaisse	1 119	4 994	-5 425	-2 416

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	31 mai 1999	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	18 911	22 319	3 408
Intérêt et dette échue	7 374	7 604	230
Provisions	12 804	10 917	-1 887
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	39 089	40 840	1 751
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	121 342	122 023	681
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 794	7 239	445
Autres régimes de retraite et autres comptes	4 551	4 545	-6
Total des régimes de retraite et autres comptes	132 687	133 807	1 120
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 555	299 855	4 300
Bons du Trésor	96 950	87 000	-9 950
Obligations d'épargne du Canada	28 087	27 457	-630
Autres	4 063	4 889	826
Total partiel	424 655	419 201	-5 454
Payable en devises			
Obligations négociables	23 176	24 621	1 445
Bons du Canada	10 230	7 972	-2 258
Billets du Canada	1 863	1 261	-602
Total partiel	35 269	33 854	-1 415
Total de la dette non échue	459 924	453 055	-6 869
Total de la dette portant intérêt	592 611	586 862	-5 749
Total du passif	631 700	627 702	-3 998
Actif			
Encaisse et débiteurs	8 730	7 362	-1 368
Comptes d'opérations de change	33 446	33 949	503
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	12 824	13 042	218
Total de l'actif	55 000	54 353	-647
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 700	573 349	-3 351

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les prochaines dates provisoires de parution) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Juillet 1999

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juin 1999

Excédent budgétaire en baisse de 0,8 milliard de dollars en juin 1999

Un excédent budgétaire de 1,4 milliard de dollars a été réalisé en juin 1999, en baisse de 0,8 milliard par rapport à l'excédent de 2,2 milliards enregistré en juin 1998. Ainsi que le dernier numéro de *La revue financière* l'indiquait, un solde financier moins élevé était prévu en juin 1999, étant donné que l'amélioration d'une année sur l'autre, pendant les deux premiers mois de 1999-2000, était largement attribuable à des facteurs chronologiques. Les recettes budgétaires ont diminué de 0,4 milliard, ou 3,0 %, tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 0,4 milliard, ou 4,7 %. Les frais de la dette publique n'ont pas bougé.

Au chapitre des principales composantes des recettes :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont chuté de 2,1 % en raison surtout du calendrier de la réception des recettes, les sommes perçues ayant été surévaluées pendant les deux mois précédents. De plus, les remboursements, relativement à l'année d'imposition 1998, étaient plus élevés.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 2,4 %, témoignant en partie d'une baisse des bénéfices en 1998.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi n'ont pratiquement pas bougé, étant donné que l'effet de la baisse des taux de cotisation sur les recettes globales (le taux de cotisation de l'employé est de 2,55 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 1999 comparativement à 2,70 $ en 1998) était compensé par une augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les recettes nettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont chuté de 25,5 % en raison surtout du calendrier des paiements selon lequel l'augmentation nette des recettes avait été surévaluée pendant les deux premiers mois de 1999-2000. Les droits de douane à l'importation ont progressé de 53,5 %, et les autres taxes et droits d'accises, de 2,7 %.

Au chapitre des dépenses de programmes, toutes les composantes étaient en hausse, à l'exception des principaux transferts aux personnes et à la défense.

- Les principaux transferts aux personnes ont légèrement baissé, la baisse des prestations d'assurance-emploi ayant plus que compensé une augmentation des prestations aux personnes âgées.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 5,4 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel qu'indiqué dans le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques qui indiquaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la Péréquation.
- L'augmentation des subventions et des autres transferts traduit des facteurs chronologiques. On s'attend à ce que, pour l'ensemble de l'exercice, cette composante soit plus modeste qu'en 1998-1999.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	juin		d'avril à juin	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 853	13 432	38 699	39 945
Dépenses de programmes	-8 160	-8 541	-23 748	-24 780
Solde de fontionnement	5 693	4 891	14 951	15 165
Frais de la dette publique	-3 464	-3 464	-10 510	-10 388
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 229	1 427	4 441	4 777
Opérations non budgétaires	-3 457	-6 272	-2 318	-5 401
Besoins ou excédent financier (opérations de change exclues)	-1 228	-4 845	2 123	-624
Opérations de change	1 163	-1 273	3 629	-770
Solde financier net	-65	-6 118	5 752	-1 394
Variation nette des emprunts	1 469	2 417	-9 770	-4 723
Variation nette de l'encaisse	1 404	-3 701	-4 018	-6 117

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les paiements aux sociétés d'État ont connu une légère augmentation, également en raison surtout du calendrier des paiements.
- La progression des dépenses de fonctionnement et en capital de l'État témoigne des conséquences des règlements salariaux et des difficultés des systèmes à répartir les dépenses entre les autres composantes.

Excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire était estimé à 4,8 milliards de dollars, en hausse de 0,3 milliard par rapport à l'excédent déclaré pour la même période de 1998-1999. Au cours des prochains mois, les mesures de réduction fiscale, annoncées dans le budget de 1999 et qui sont entrées en vigueur le 1er juillet 1999, de même que la hausse de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncée dans le budget de 1998, influeront sur l'amélioration de l'excédent budgétaire d'une année sur l'autre.

Les recettes budgétaires ont progressé de 1,2 milliard de dollars, ou 3,2 %, d'une année sur l'autre. Toutes les principales composantes étaient en hausse, à l'exception des recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 4,7 %. Cette hausse est attribuable à des montants plus élevés payés à la déclaration relativement à l'année d'imposition 1998, et à l'augmentation soutenue des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné que le nombre de personnes occupant un emploi est supérieur. Les recettes à ce jour ont subi le contrecoup des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998 et de l'augmentation de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, traduisant des hausses annoncées dans les budgets précédents.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 490	6 354	-2,1	18 986	19 872	4,7
Impôt sur le revenu des sociétés	1 831	1 787	-2,4	4 716	4 294	-8,9
Autres	184	203	10,3	613	778	26,9
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 505	8 344	-1,9	24 315	24 944	2,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 775	1 779	0,2	5 318	5 366	0,9
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 050	1 528	-25,5	5 097	5 377	5,5
Droits de douane à l'importation	185	284	53,5	504	622	23,4
Taxes de vente et d'accise	804	826	2,7	2 118	2 169	2,4
Total des taxes et droits d'accise	3 039	2 638	-13,2	7 719	8 168	5,8
Total des recettes fiscales	13 319	12 761	-4,2	37 352	38 478	3,0
Recettes non fiscales	534	671	25,7	1 347	1 467	8,9
Total des recettes budgétaires	13 853	13 432	-3,0	38 699	39 945	3,2

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 0,4 milliard de dollars, ou 8,9 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés constatée en 1998. Même si on estime que les bénéfices ont remonté pendant le premier semestre de 1999, le remboursement des paiements en trop relativement à l'année d'imposition 1998 et les acomptes provisionnels en fonction des obligations fiscales de 1998 ont eu un effet d'amortissement sur les recettes enregistrées à ce jour en 1999-2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont sensiblement augmenté, étant donné que la hausse du nombre de personnes occupant un emploi a compensé l'effet de la baisse des taux de cotisation sur les recettes totales (le taux de cotisation de l'employé est de 2,55 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 1999 par rapport à 2,70 $ en 1998).
- Les recettes nettes de TPS ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 5,5 %, conformément à l'augmentation des dépenses des consommateurs assujetties à cette taxe.
- Les droits de douane à l'importation ont augmenté, étant donné que la hausse des importations a plus que compensé l'impact des réductions tarifaires. L'augmentation des autres taxes et droits d'accises était générale.
- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et autres recettes non fiscales, les droits et les produits d'opérations de vente par exemple, étaient en hausse de 0,1 milliard de dollars, ou 8,9 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez volatile en raison du calendrier des sommes reçues.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 4,3 %, d'avril à juin 1999, comparativement à la même période, l'an passé. Cette hausse touchait toutes les principales composantes, à l'exception des subventions et des autres transferts.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 868	1,882	0,7	5 567	5 631	1,1
Prestations d'assurance-emploi	804	769	-4,4	2 799	2 791	-0,3
Total	2 672	2 651	-0,8	8 366	8 422	0,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	3 125	3 125	0,0
Transferts fiscaux	776	866	11,6	2 315	2 601	12,4
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-186	-188	1,1	-560	-563	0,5
Total	1 632	1 720	5,4	4 880	5 163	5,8
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	42	31	-26,2	56	78	39,3
Affaires étrangères	98	34	-65,3	263	229	-12,9
Santé	94	146	55,3	239	262	9,6
Développement des ressources humaines	207	193	-6,8	436	276	-36,7
Affaires indiennes et du Nord	312	334	7,1	1 306	1 392	6,6
Industrie et développement régional	105	108	2,9	238	263	10,5
Anciens combattants	112	114	1,8	339	341	0,6
Autres	144	202	40,3	502	498	-0,8
Total	1 114	1 162	4,3	3 379	3 339	-1,2
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	60	50	-16,7	230	205	-10,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	157	150	-4,5	457	445	-2,6
Autres	70	95	35,7	244	310	27,0
Total	287	295	2,8	931	960	3,1
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	779	772	-0,9	1 883	2 010	6,7
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 676	1 941	15,8	4 309	4 886	13,4
Total	2 455	2 713	10,5	6 192	6 896	11,4
Total des dépenses directes de programmes	3 856	4 170	8,1	10 502	11 195	6,6
Total des dépenses de programmes	8 160	8 541	4,7	23 748	24 780	4,3
Frais de la dette publique	3 464	3 464	0,0	10 510	10 388	-1,2
Total des dépenses budgétaires	11 624	12 005	3,3	34 258	35 168	2,7
Poste pour mémoire : total des transferts	5 418	5 533	2,1	16 625	16 924	1,8

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	juin		d'avril à juin	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 229	1 427	4 441	4 777
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	28	-32	155	-137
Autres	-58	87	-11	410
Total	-30	55	144	273
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-451	-175	998	271
Comptes de pension de retraite	366	381	967	1 062
Autres	-21	-101	-45	-107
Total	-106	105	1 920	1 226
Autres opérations	-3 321	-6 432	-4 382	-6 900
Total des opérations non budgétaires	-3 457	-6 272	-2 318	-5 401
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-1 228	-4 845	2 123	-624
Opérations de change	1 163	-1 273	3 629	-770
Solde financier net	-65	-6 118	5 752	-1 394

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juin		d'avril à juin	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-65	-6 118	5 752	-1 394
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	6 323	5 987	10 223	10 287
Obligations d'épargne du Canada	-544	-952	-1 537	-1 175
Bons du Trésor	-4 500	-2 400	-17 600	-12 350
Autres	1 001	173	1 056	999
Total partiel	2 280	2 808	-7 858	-2 239
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	93	66	272	172
Total	2 373	2 874	-7 586	-2 067
Payables en devises				
Obligations négociables	–	–	–	–
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	-123	-457	-1 403	-2 656
Billets du Canada	-781	–	-781	–
Total	-904	-457	-2 184	-2 656
Variation nette des emprunts	1 469	2 417	-9 770	-4 723
Variation de l'encaisse	1 404	-3 701	-4 018	-6 117

- Les principaux transferts aux personnes ont été un peu supérieurs, étant donné que la baisse des prestations d'assurance-emploi a partiellement compensé la hausse des prestations versées aux personnes âgées. Les prestations aux personnes âgées étaient en hausse, étant donné que le nombre de personnes admissibles aux prestations et les prestations moyennes, lesquelles sont indexées selon l'inflation, avaient augmenté. La légère baisse au titre des prestations d'assurance-emploi était attribuable surtout à une diminution du nombre des prestataires en raison d'une réduction du nombre des chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 5,8 %, sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation tel qu'expliqué précédemment.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 6,6 %. Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires et les répercussions des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999.

Les frais de la dette publique ont reculé de 1,2 %, en raison d'une baisse du taux d'intérêt moyen en vigueur. L'encours total portant intérêt a légèrement augmenté, étant donné qu'une hausse des obligations au titre des pensions a plus que compensé une diminution de la dette contractée sur le marché.

Besoins financiers de 0,6 milliard de dollars (hors les opérations de change) depuis le début de l'exercice

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée, laquelle prévoit la comptabilisation des éléments de passif de l'État au moment où ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement en espèces. En outre, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, le besoin ou l'excédent financier représente l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Il diffère du solde budgétaire, car il comprend des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets s'établissant à 5,4 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de 1999-2000, comparativement à des besoins nets de 2,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse est en grande partie attribuable au versement à un fiduciaire tiers du supplément de 3,5 milliards au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'annoncé dans le budget de 1999. Cela a causé des besoins financiers (hors les opérations de change) de 0,6 milliard d'avril à juin 1999; l'excédent s'établissait à 2,1 milliards de dollars au cours de la même période l'exercice précédent.

Besoins financiers nets de 1,4 milliard de dollars (y compris les opérations de change) depuis le début de l'exercice

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	30 juin 1999	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	18 911	19 340	429
Intérêt et dette échue	7 374	6 006	-1 368
Provisions	12 804	10 917	-1 887
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	39 089	36 263	-2 826
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	121 342	122 404	1 062
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 794	7 065	271
Autres régimes de retraite et autres comptes	4 551	4 444	-107
Total des régimes de retraite et autres comptes	132 687	133 913	1 226
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 555	305 841	10 286
Bons du Trésor	96 950	84 600	-12 350
Obligations d'épargne du Canada	28 087	27 574	-513
Autres	4 063	5 062	999
Total partiel	424 655	423 077	-1 578
Payable en devises			
Obligations négociables	23 176	24 569	1 393
Bons du Canada	10 230	7 515	-2 715
Billets du Canada	1 863	1 261	-602
Total partiel	35 269	33 345	-1 924
Total de la dette non échue	459 924	456 422	-3 502
Total de la dette portant intérêt	592 611	590 335	-2 276
Total du passif	631 700	626 598	-5 102
Actif			
Encaisse et débiteurs	8 730	7 362	-1 368
Comptes d'opérations de change	33 446	34 216	770
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	12 824	13 097	273
Total de l'actif	55 000	54 675	-325
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 700	571 923	-4 777

Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque notre monnaie subit des pressions à la hausse et en vend (achète des dollars canadiens), lorsque les pressions s'exercent en sens contraire. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que leur vente représente un besoin financier.

L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe également sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à juin 1999 a été marquée par des besoins nets de 0,8 milliard de dollars, comparé à une ressource nette de 3,6 milliards pour la même période l'année dernière.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
	(en millions de dollars)						
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986
Moins :							
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325		
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,176
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588

Source : *Comptes publics du Canada*

L'excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars, les besoins nets de 5,4 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,8 milliard concernant les opérations de change débouchent sur des besoins financiers nets de 1,4 milliard dans la période d'avril à juin 1999, à comparer à une ressource nette de 5,8 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Emprunts nets en baisse de 4,7 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Malgré les besoins financiers nets de 1,4 milliard de dollars pour la période d'avril à juin 1999, le gouvernement a pu rembourser 4,7 milliards de dollars en dette contractée sur les marchés à la fin de juin 1999 au moyen d'une réduction de l'encaisse de 6,1 milliards de dollars. L'encaisse s'établissait donc à 3,2 milliards de dollars à la fin de juin 1999.

Le Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, d'après la loi, être versés directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada. Dans ses observations sur le bilan de l'exercice 1996-1997, le vérificateur général a contesté la nécessité du Compte, étant donné le concept fondamental du Trésor. Le gouvernement a indiqué qu'il se pencherait sur cette question.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Août 1999

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juillet 1999

Excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars en juillet 1999

Un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars a été réalisé en juillet 1999, soit une baisse de 0,5 milliard par rapport à l'excédent de 1,3 milliard enregistré en juillet 1998. La baisse de l'excédent d'une année sur l'autre est attribuable en majeure partie à un fléchissement de 0,4 milliard des recettes budgétaires.

Au nombre des principales composantes des recettes :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont chuté de 8,2 % surtout en raison du moment où elles ont été déclarées, les sommes perçues ayant été surévaluées pendant les trois mois précédents. De plus, les remboursements relativement à l'année d'imposition 1998 ainsi que les paiements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) ont été plus élevés. Les résultats mensuels ont également été atténués par l'effet des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de 1999.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 2,7 %, témoignant en partie d'une baisse des bénéfices en 1998.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 2,0 %, l'effet sur les recettes globales de la baisse des taux de cotisation (le taux de cotisation de l'employé est de 2,55 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 1999, comparativement à 2,70 $ en 1998) ayant plus que compensé l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les recettes nettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 14,8 % en raison surtout de la baisse des remboursements, qui ont chuté de 8,9 % d'une année sur l'autre. En revanche, les recettes brutes ont progressé de 2,3 %. Les droits de douane à l'importation ont quant à eux fléchi de 11,2 %, surtout en raison du calendrier des paiements en vertu duquel l'augmentation nette a été surévaluée pendant les trois premiers mois de 1999-2000. Les autres taxes et droits d'accise sont demeurés à peu près les mêmes.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 11,3 %, surtout en raison du moment où les sommes ont été reçues.

Les dépenses de programmes ont progressé de 0,3 % d'une année sur l'autre, les principaux transferts aux personnes ayant connu un recul, et les dépenses de programmes directes ayant pratiquement compensé l'augmentation des principaux transferts aux autres administrations.

- Les principaux transferts aux personnes ont diminué de 0,8 %, la progression des prestations aux personnes âgées ayant été plus que compensée par la baisse des prestations d'assurance-emploi attribuable au nombre moins élevé de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 3,7 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel que l'indiquait le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques, qui indiquaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	juillet		d'avril à juillet	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 061	12 664	51 760	52 609
Dépenses de programmes	-8 358	-8 384	-32 106	-33 163
Solde de fonctionnement	4 703	4 280	19 654	19 446
Frais de la dette publique	-3 448	-3 506	-13 958	-13 895
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 255	774	5 696	5 551
Opérations non budgétaires	-1 153	19	-3 470	-5 381
Besoins ou excédent financier (opérations de change exclues)	102	793	2 226	170
Opérations de change	-2 420	1 305	1 208	535
Solde financier net	-2 318	2 098	3 434	705
Variation nette des emprunts	880	2 458	-8 892	-2 265
Variation nette de l'encaisse	-1 438	4 556	-5 458	-1 560

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les dépenses de programmes directes ont reculé de 0,3 %, l'augmentation de 7,8 % des subventions et des autres transferts ayant compensé la baisse des paiements aux sociétés d'État et celle des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement. L'évolution au chapitre des dépenses de programmes directes est surtout attribuable au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 1,7 %, surtout en raison d'une augmentation de l'encours total portant intérêt, le taux d'intérêt moyen étant demeuré le même.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire en baisse de 145 millions de dollars

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 5,6 milliards de dollars, en baisse de 0,1 milliard par rapport à l'excédent de 5,7 milliards déclaré pour la même période en 1998-1999. Au cours des prochains mois, les mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de 1999 et entrées en vigueur le 1er juillet 1999, de même que la hausse de la PFCE annoncée dans le budget de 1998, influeront sur l'évolution de l'excédent budgétaire d'une année sur l'autre.

Les recettes budgétaires ont progressé de 0,8 milliard de dollars, ou 1,6 %, d'une année sur l'autre. Toutes les principales composantes étaient en hausse, à l'exception des recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 1,4 %. Cette hausse est attribuable à des montants plus élevés payés à la déclaration relativement à l'année d'imposition 1998, et à l'augmentation des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. Le taux de croissance des retenues mensuelles a cependant ralenti sous l'effet des mesures d'allégement fiscal annoncées dans les budgets de 1998 et de 1999. En outre, les recettes à ce jour ont aussi

Tableau 2

Recettes budgétaires

	juillet			d'avril à juillet		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 531	5 998	-8,2	25 517	25 870	1,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 712	1 666	-2,7	6 428	5 959	-7,3
Autres	220	197	-10,5	833	975	17,0
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 463	7 861	-7,1	32 778	32 804	0,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 732	1 697	-2,0	7 051	7 063	0,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 545	1 773	14,8	6 642	7 149	7,6
Droits de douane à l'importation	251	223	-11,2	756	845	11,8
Taxes de vente et d'accise	724	725	0,1	2 843	2 894	1,8
Total des taxes et droits d'accise	2 520	2 721	8,0	10 241	10 888	6,3
Total des recettes fiscales	12 715	12 279	-3,4	50 070	50 755	1,4
Recettes non fiscales	346	385	11,3	1 690	1 854	9,7
Total des recettes budgétaires	13 061	12 664	-3,0	51 760	52 609	1,6

subi le contrecoup des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers, relativement à l'année d'imposition 1998, et de l'augmentation des paiements de PFCE, traduisant des hausses annoncées dans les budgets précédents.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 0,5 milliard de dollars, ou 7,3 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés constatée en 1998. Même si on estime que les bénéfices ont remonté pendant le premier semestre de 1999, le remboursement des paiements en trop, relativement à l'année d'imposition 1998, et les acomptes provisionnels en fonction des obligations fiscales de 1998 influent à la baisse sur les recettes enregistrées à ce jour en 1999-2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté, étant donné que la hausse du nombre de personnes occupant un emploi a compensé l'effet de la baisse des taux de cotisation (le taux de cotisation de l'employé est de 2,55 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 1999, par rapport à 2,70 $ en 1998).
- Les recettes nettes de TPS ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 7,6 %, tandis que les droits de douane à l'importation augmentaient de 11,8 %. La croissance des recettes au chapitre de ces composantes demeure jusqu'ici assujettie à des questions de calendrier. Les taux de croissance devraient ralentir dans les mois à venir, et ils devraient mieux traduire les taux de croissance des assiettes fiscales respectives. Les droits et les taxes d'accise et de vente ont augmenté de 1,8 %.
- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et autres recettes non fiscales, par exemple, les droits et les produits d'opérations de vente, ont été en hausse de 0,2 milliard de dollars, ou 9,7 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez volatile en raison du calendrier des sommes reçues.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juillet			d'avril à juillet		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 929	1 986	3,0	7 497	7 617	1,6
Prestations d'assurance-emploi	873	793	-9,2	3 671	3 584	-2,4
Total	2 802	2 779	-0,8	11 168	11 201	0,3
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	4 167	4 167	0,0
Transferts fiscaux	817	880	7,7	3 132	3 481	11,1
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-188	0,5	-747	-750	0,4
Total	1 672	1 734	3,7	6 552	6 898	5,3
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	74	18	-75,7	130	96	-26,2
Affaires étrangères	107	127	18,7	370	356	-3,8
Santé	84	47	-44,0	324	309	-4,6
Développement des ressources humaines	73	150	105,5	509	426	-16,3
Affaires indiennes et du Nord	271	278	2,6	1 578	1 670	5,8
Industrie et développement régional	105	136	29,5	343	399	16,3
Anciens combattants	114	117	2,6	453	458	1,1
Autres	185	219	18,4	686	717	4,5
Total	1 013	1 092	7,8	4 393	4 431	0,9
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	60	50	-16,7	290	255	-12,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	140	150	7,1	597	595	-0,3
Autres	121	85	-29,8	365	395	8,2
Total	321	285	-11,2	1 252	1 245	-0,6
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	815	801	-1,7	2 698	2 812	4,2
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 735	1 693	-2,4	6 043	6 576	8,8
Total	2 550	2 494	-2,2	8 741	9 388	7,4
Total des dépenses directes de programmes	3 884	3 871	-0,3	14 386	15 064	4,7
Total des dépenses de programmes	8 358	8 384	0,3	32 106	33 163	3,3
Frais de la dette publique	3 448	3 506	1,7	13 958	13 895	-0,5
Total des dépenses budgétaires	11 806	11 890	0,7	46 064	47 058	2,2
Poste pour mémoire : total des transferts	5 487	5 605	2,2	22 113	22 530	1,9

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	juillet		d'avril à juillet	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 255	774	5 696	5 551
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	392	27	547	-110
Autres	30	-53	19	357
Total	422	-26	566	247
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-514	-472	484	-202
Comptes de pension de retraite	261	382	1 228	1 445
Autres	-13	-18	-57	-125
Total	-266	-108	1 655	1 118
Autres opérations	-1 309	153	-5 691	-6 746
Total des opérations non budgétaires	-1 153	19	-3 470	-5 381
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	102	793	2 226	170
Opérations de change	-2 420	1 305	1 208	535
Solde financier net	-2 318	2 098	3 434	705

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juillet		d'avril à juillet	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-2 318	2 098	3 434	705
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	–	–	10 223	10 287
Obligations d'épargne du Canada	-283	222	-1 821	-954
Bons du Trésor	-3 100	3 150	-20 700	-9 200
Autres	515	247	1 571	1 246
Total partiel	-2 868	3 619	-10 727	1 379
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	94	-68	365	105
Total	-2 774	3 551	-10 362	1 484
Payables en devises				
Obligations négociables	3 494	–	3 494	–
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	252	-867	-1 151	-3 523
Billets du Canada	-92	-226	-873	-226
Total	3 654	-1 093	1 470	-3 749
Variation nette des emprunts	880	2 458	-8 892	-2 265
Variation de l'encaisse	-1 438	4 556	-5 458	-1 560

Les dépenses de programmes ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 3,3 %, d'avril à juillet 1999, comparativement à la même période, un an plus tôt. Cette hausse touchait toutes les principales composantes, à l'exception des paiements aux sociétés d'État.

- Les principaux transferts aux personnes ont légèrement augmenté étant donné que la hausse des prestations versées aux personnes âgées a plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux personnes âgées étaient en hausse en raison de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et de l'augmentation des prestations moyennes, qui sont indexées selon l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable à une diminution du nombre de prestations, que traduit une baisse du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 5,3 %, sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation, tel qu'il a été expliqué ci-dessus.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 4,7 %. Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires et les répercussions des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999.

Les frais de la dette publique ont reculé de 0,5 %, en raison d'une baisse du taux d'intérêt réel moyen. L'encours total portant intérêt a légèrement augmenté, étant donné qu'une hausse des obligations au titre des pensions a plus que compensé une diminution de la dette contractée sur le marché.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 0,2 milliard de dollars (hors les opérations de change)

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée, laquelle prévoit la comptabilisation des éléments de passif de l'État au moment où ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. En outre, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, le besoin et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net s'établissant à 5,4 milliards de dollars au cours des quatre premiers mois de 1999-2000, comparativement à un besoin net de 3,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse est entièrement attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 3,5 milliards au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'annoncé dans le budget de 1999. Il a donc été possible de dégager un excédent financier (hors les opérations de change) de 0,2 milliard d'avril à juillet 1999, comparativement à un excédent de 2,2 milliards au cours de la même période l'exercice précédent.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	30 juillet 1999	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	18 911	18 274	-637
Intérêt et dette échue	7 374	7 505	131
Provisions	12 804	10 917	-1 887
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	39 089	36 696	-2 393
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	121 342	122 787	1 445
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 794	6 592	-202
Autres régimes de retraite et autres comptes	4 551	4 426	-125
Total des régimes de retraite et autres comptes	132 687	133 805	1 118
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 555	305 864	10 309
Bons du Trésor	96 950	87 833	-9 117
Obligations d'épargne du Canada	28 087	27 133	-954
Autres	4 063	5 309	1 246
Total partiel	424 655	426 139	1 484
Payable en devises			
Obligations négociables	23 176	23 176	
Bons du Canada	10 230	6 707	-3 523
Billets du Canada	1 863	1 637	-226
Total partiel	35 269	31 520	-3 749
Total de la dette non échue	459 924	457 659	-2 265
Total de la dette portant intérêt	592 611	591 464	-1 147
Total du passif	631 700	628 160	-3 540
Actif			
Encaisse et débiteurs	8 730	9 959	1 229
Comptes d'opérations de change	33 446	33 981	535
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	12 824	13 071	247
Total de l'actif	55 000	57 011	2 011
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 700	571 149	-5 551

La revue financière

Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 0,7 milliard de dollars (y compris les opérations de change)

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et en vend (achète des dollars canadiens) lorsque les pressions s'exercent en sens contraire. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource tandis que leur vente représente un besoin financier. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe également sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à juillet 1999 a été marquée par une ressource nette de 0,5 milliard de dollars, comparativement à un excédent net de 1,2 milliard pour la même période un an auparavant.

L'excédent budgétaire de 5,6 milliards de dollars, les besoins nets de 5,4 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et l'excédent net de 0,5 milliard des opérations de change se traduisent par un excédent financier net de 0,7 milliard pendant la période d'avril à juillet 1999, comparativement à un excédent net de 3,4 milliards pour la même période l'exercice précédent.

Données cumulées de l'exercice : emprunts nets en baisse de 2,3 milliards de dollars

Même si l'excédent financier net n'a été que de 0,7 milliard de dollars pour la période d'avril à juillet 1999, le gouvernement a pu, en réduisant l'encaisse de 1,6 milliard, rembourser à la fin de juillet 1999 la somme de 2,3 milliards de sa dette contractée sur les marchés. L'encaisse s'établissait donc à 7,7 milliards de dollars à la fin de juillet 1999.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Septembre 1999

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'août 1999

Excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars en août 1999

Un excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars a été réalisé en août 1999, soit 0,4 milliard de plus que l'excédent de 0,2 milliard enregistré en août 1998. L'augmentation de l'excédent d'une année sur l'autre est entièrement attribuable à des recettes budgétaires plus élevées de 0,7 milliard, ou 5,7 %. Les dépenses de programmes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 2,6 %, tandis que les frais de la dette publique ont grimpé de 69 millions de dollars, ou de 2,2 %.

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 11,2 %, uniquement en raison d'une augmentation des sommes perçues au titre des retenues sur le revenu d'emploi. Cela traduit principalement le moment où les sommes sont perçues puisque les résultats d'août 1999 englobent une période de paie supplémentaire. La majeure partie de cette augmentation devrait être compensée en septembre.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 16,9 %, témoignant principalement de remboursements plus élevés découlant d'un trop-perçu au chapitre des acomptes provisionnels en 1998-1999.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 4,7 %, l'effet de la baisse des taux de cotisation (le taux de cotisation de l'employé est de 2,55 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 1999, contre 2,70 $ en 1998) ayant plus que compensé l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les recettes nettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 19,8 %. Les recettes mensuelles à ce jour ont été extrêmement instables et incompatibles avec l'évolution de l'assiette sous-jacente. Les droits de douane à l'importation ont reculé de 41,2 %, en raison surtout du calendrier des paiements selon lequel l'augmentation nette a été surévaluée pendant les quatre premiers mois de 1999-2000. Les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 4,7 %.
- Les recettes non fiscales ont bondi de 37,2 %, en raison surtout du moment où les sommes ont été reçues.

Pour ce qui est des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux personnes ont augmenté de 3,6 %. Les prestations aux personnes âgées ont grimpé de 3,0 %, traduisant des prestations moyennes plus élevées et une augmentation du nombre de bénéficiaires. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 4,8 %, en raison surtout de considérations liées au calendrier. En juillet, les prestations d'assurance-emploi avaient diminué de 9,2 %.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 5,1 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel que l'indiquait le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques qui indiquaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	août		d'avril à août	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 800	12 473	63 561	65 081
Dépenses de programmes	-8 498	-8 720	-40 604	-41 884
Solde de fonctionnement	3 302	3 753	22 957	23 197
Frais de la dette publique	-3 124	-3 193	-17 082	-17 087
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	178	560	5 875	6 110
Opérations non budgétaires	2 174	1 010	-1 296	-4 371
Besoins ou excédent financier (opérations de change exclues)	2 352	1 570	4 579	1 739
Opérations de change	5 681	-859	6 889	-324
Solde financier net	8 033	711	11 468	1 415
Variation nette des emprunts	1 577	878	-7 314	-1 388
Variation nette de l'encaisse	9 610	1 589	4 154	27

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 0,9 %. Les subventions et autres transferts ont chuté de 17,1 %, les paiements aux sociétés d'État ont augmenté de 28,3 %, tandis que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement ont grimpé de 6,8 %. L'évolution au chapitre des dépenses de programmes directes est surtout attribuable au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 2,2 %, en raison surtout d'une augmentation de l'encours total portant intérêt.

Excédent budgétaire de 6,1 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice de 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 6,1 milliards de dollars, en hausse de 0,2 milliard par rapport à l'excédent de 5,9 milliards déclaré pour la même période en 1998-1999. Au cours des prochains mois, les mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de 1999 et entrées en vigueur le 1er juillet 1999, de même que la hausse de la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) annoncée dans le budget de 1998, influeront sur l'évolution de l'excédent budgétaire d'une année sur l'autre.

Les recettes budgétaires ont progressé de 1,5 milliard de dollars, ou 2,4 %, d'une année sur l'autre. Toutes les principales composantes étaient en hausse, à l'exception des recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés, des recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi et des droits de douane à l'importation.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 3,1 %. Cette hausse est largement attribuable à l'augmentation des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi, et à l'inclusion d'une période de paie supplémentaire dans les données cumulées depuis le début de l'exercice. Ces changements

Tableau 2
Recettes budgétaires

	août			d'avril à août		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 288	5 878	11,2	30 805	31 748	3,1
Impôt sur le revenu des sociétés	1 409	1 171	-16,9	7 838	7 130	-9,0
Autres	222	271	22,1	1 055	1 246	18,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 919	7 320	5,8	39 698	40 124	1,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 607	1 531	-4,7	8 658	8 594	-0,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 870	2 240	19,8	8 512	9 390	10,3
Droits de douane à l'importation	277	163	-41,2	1 033	1 008	-2,4
Taxes de vente et d'accise	780	743	-4,7	3 621	3 639	0,5
Total des taxes et droits d'accise	2 927	3 146	7,5	13 166	14 037	6,6
Total des recettes fiscales	11 453	11 997	4,7	61 522	62 755	2,0
Recettes non fiscales	347	476	37,2	2 039	2 326	14,1
Total des recettes budgétaires	11 800	12 473	5,7	63 561	65 081	2,4

ont toutefois été tempérés par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998 et par l'augmentation des paiements de PFCE, traduisant les hausses annoncées dans les budgets précédents. Les résultats ultérieurs subiront les effets des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de 1999.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,7 milliard de dollars, ou 9,0 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés constatée en 1998. Même si l'on estime que les bénéfices ont remonté pendant le premier semestre de 1999, le remboursement des paiements en trop, relativement à l'année d'imposition 1998, et les acomptes provisionnels en fonction des obligations fiscales de 1998 influent à la baisse sur les recettes enregistrées à ce jour en 1999-2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement diminué, étant donné que la hausse du nombre de personnes occupant un emploi a largement compensé l'effet de la baisse des taux de cotisation.
- Les recettes nettes de TPS ont progressé de 0,9 milliard de dollars, ou 10,3 %, ce qui dépasse largement la progression de l'assiette sous-jacente. La croissance des recettes jusqu'ici demeure assujettie à des questions de calendrier, de sorte que les taux de croissance devraient se ralentir dans les mois à venir, et mieux traduire les taux de croissance des assiettes. Les droits de douane à l'importation ont baissé de 2,4 %, reflétant l'effet des réductions tarifaires. Quant aux recettes provenant des taxes de vente et d'accise ainsi que des droits, elles ont légèrement augmenté.
- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et des autres recettes non fiscales comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 14,1 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez instable en raison du calendrier des sommes reçues.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	août			d'avril à août		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 888	1 945	3,0	9 385	9 562	1,9
Prestations d'assurance-emploi	911	955	4,8	4 582	4 539	-0,9
Total	2 799	2 900	3,6	13 967	14 101	1,0
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	5 208	5 209	0,0
Transferts fiscaux	782	866	10,7	3 913	4 347	11,1
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-188	0,5	-934	-938	0,4
Total	1 637	1 720	5,1	8 187	8 618	5,3
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	93	53	-43,0	223	149	-33,2
Affaires étrangères	45	155	6,9	515	510	-1,0
Santé	90	121	34,4	414	430	3,9
Développement des ressources humaines	173	32	-81,5	681	458	-32,7
Affaires indiennes et du Nord	305	261	-14,4	1 883	1 932	2,6
Industrie et développement régional	153	147	-3,9	496	546	10,1
Anciens combattants	113	115	1,8	566	573	1,2
Autres	132	114	-13,6	818	831	1,6
Total	1 204	998	-17,1	5 596	5 429	-3,0
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	44	85	93,2	334	340	1,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	747	745	-0,3
Autres	43	69	60,5	408	464	13,7
Total	237	304	28,3	1 489	1 549	4,0
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	876	1 016	16,0	3 574	3 826	7,1
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 745	1 782	2,1	7 791	8 361	7,3
Total	2 621	2 798	6,8	11 365	12 187	7,2
Total des dépenses directes de programmes	4 062	4 100	0,9	18 450	19 165	3,9
Total des dépenses de programmes	8 498	8 720	2,6	40 604	41 884	3,2
Frais de la dette publique	3 124	3 193	2,2	17 082	17 087	0,0
Total des dépenses budgétaires	11 622	11 913	2,5	57 686	58 971	2,2
Poste pour mémoire : total des transferts	5 640	5 618	-0,4	27 750	28 148	1,4

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	août		d'avril à août	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	178	560	5 875	6 110
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	62	60	609	-50
Autres	98	-357	117	1
Total	160	-297	726	-49
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-122	-246	361	-448
Comptes de pension de retraite	300	388	1 528	1 833
Autres	52	14	-5	-111
Total	230	156	1 884	1 274
Autres opérations	1 784	1 151	-3 906	-5 596
Total des opérations non budgétaires	2 174	1 010	-1 296	-4 371
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	2 352	1 570	4 579	1 739
Opérations de change	5 681	-859	6 889	-324
Solde financier net	8 033	711	11 468	1 415

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	août		d'avril à août	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	8 033	711	11 468	1 415
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 300	-800	12 523	9 487
Obligations d'épargne du Canada	-196	-34	-2 017	-988
Bons du Trésor	-2 100	1 750	-22 800	-7 450
Autres	-24	49	1 547	1 295
Total partiel	-20	965	-10 747	2 344
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	89	173	455	278
Total	69	1 138	-10 292	2 622
Payables en devises				
Obligations négociables	75	-113	3 569	-113
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	1 433	-147	282	-3 671
Billets du Canada	–	–	-873	-226
Total	1 508	-260	2 978	-4 010
Variation nette des emprunts	1 577	878	-7 314	-1 388
Variation de l'encaisse	-9 610	1 589	4 154	27

Les dépenses de programmes ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou 3,2 %, d'avril à août 1999 comparativement à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux personnes ont légèrement augmenté étant donné que la hausse des prestations versées aux personnes âgées a plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux personnes âgées étaient en hausse en raison de l'augmentation du nombre de personnes admissibles et de l'augmentation des prestations moyennes qui sont indexées selon l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison d'une réduction du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,4 milliard de dollars, ou 5,3 %, sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation comme nous l'avons expliqué précédemment.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux personnes et autres administrations, ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 3,9 %. Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transferts, les paiements aux sociétés d'État, de même que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires et les répercussions des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999.

Les frais de la dette publique sont presque inchangés d'une année sur l'autre puisque l'augmentation de l'encours total portant intérêt a compensé l'effet du recul du taux d'intérêt moyen effectif applicable à cette dette. L'encours portant intérêt a légèrement augmenté, étant donné qu'une hausse des obligations au titre des pensions a plus que compensé une diminution de la dette contractée sur le marché.

Excédent financier de 1,7 milliard de dollars (hors les opérations de change) depuis le début de l'exercice

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée, qui prévoit la comptabilisation des éléments de passif de l'État au moment où ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. En outre, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, le besoin et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 4,4 milliards de dollars au cours des cinq premiers mois de 1999-2000, comparativement à un besoin net de 1,3 milliard pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse est entièrement attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 3,5 milliards au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'annoncé dans le budget de 1999. Il a donc été possible de dégager un excédent financier (hors les opérations de change) de 1,7 milliard d'avril à août 1999, comparativement à un excédent de 4,6 milliards au cours de la même période de l'exercice précédent.

Excédent financier net de 1,4 milliard de dollars (y compris les opérations de change) depuis le début de l'exercice

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	31 août 1999	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	15 867	-8 642
Intérêt et dette échue	9 791	8 816	-975
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	35 699	-9 617
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	124 240	1 833
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	4 979	-448
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 614	-110
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	135 833	1 275
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	305 239	9 487
Bons du Trésor	96 950	89 500	-7 450
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 951	-711
Autres	4 063	5 357	1 294
Total partiel	424 427	427 047	2 620
Payable en devises			
Obligations négociables	23 907	23 794	
Bons du Canada	10 230	6 559	-3 671
Billets du Canada	1 863	1 637	-226
Total partiel	36 000	31 990	-4 010
Total de la dette non échue	460 427	459 037	-1 390
Total de la dette portant intérêt	594 985	594 870	-115
Total du passif	640 301	630 569	-9 732
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	11 279	-3 994
Comptes d'opérations de change	34 668	34 991	323
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	13 585	49
Total de l'actif	63 477	59 855	-3 622
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	570 714	-6 110

À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et en vend (achète des dollars canadiens) lorsque les pressions s'exercent à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que leur vente représente un besoin financier. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe également sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à août 1999 a été marquée par un besoin net de 0,3 milliard de dollars, comparativement à une ressource nette de 6,9 milliards pour la même période l'an dernier.

L'excédent budgétaire de 6,1 milliards de dollars, les besoins nets de 4,4 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et le besoin net de 0,3 milliard pour les opérations de change se traduisent par un excédent financier net de 1,4 milliard de dollars pour la période d'avril à août 1999, comparativement à un excédent net de 11,5 milliards pour la même période l'année précédente.

Cet excédent financier net a servi à rembourser, à la fin d'août 1999, une tranche de 1,4 milliard de dollars de la dette contractée sur le marché. L'encaisse s'établissait à 9,3 milliards de dollars à la fin d'août 1999.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Octobre 1999

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de septembre 1999

Excédent budgétaire de 1,9 milliard de dollars en septembre 1999

Un excédent budgétaire de 1,9 milliard de dollars a été réalisé en septembre 1999, soit 0,1 milliard de moins que l'excédent enregistré en septembre 1998, l'augmentation (de 0,4 milliard, ou 2,9 %) des recettes budgétaires ayant été largement compensée par des hausses des dépenses de programmes (de 0,4 milliard, ou 4,9 %) et des frais de la dette publique (de 0,1 milliard, ou 2,5 %).

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 9,9 %. Cependant, environ la moitié de cette augmentation a été attribuable à un transfert aux recettes des cotisations d'assurance-emploi en septembre 1998, qui a fait baisser les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers pour ce mois. Le reste de l'augmentation est attribuable en majeure partie à la vigueur soutenue des retenues sur le revenu d'emploi, elle-même tributaire de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 2,0 %, témoignant principalement de remboursements plus élevés découlant d'un trop-perçu au chapitre des acomptes provisionnels en 1998-1999.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 20,7 %, traduisant surtout le transfert en septembre 1998 de recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers pour un moins-perçu lié à l'année d'imposition 1997. En outre, la réduction des taux de cotisation (le taux de cotisation de l'employé est de 2,55 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 1999, contre 2,70 $ en 1998) a plus que compensé l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 4,1 %, soit à peu près dans la même mesure que l'augmentation de l'assiette fiscale applicable. D'importants écarts ont toutefois été constatés entre les diverses composantes. Les recettes nettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont bondi de 19,2 %, la quasi-totalité de ce gain étant attribuable à la TPS prélevée sur les importations. À l'opposé, les droits de douane à l'importation ont chuté de 36,7 %. Les autres droits et taxes d'accise ont reculé de 18,2 %.
- Les recettes non fiscales ont fléchi de 20,0 %, surtout en raison du moment où les sommes ont été reçues.

Pour ce qui est des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont diminué de 1,8 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 2,9 %, traduisant des prestations moyennes plus élevées et une augmentation du nombre de bénéficiaires. À l'opposé, les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 13,1 %, surtout en raison de considérations liées au calendrier, tendance qui devrait être inversée en octobre.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,9 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel que l'indiquait le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques qui révélaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont grimpé de 9,4 %. Cette augmentation est en majeure partie le reflet du moment où les paiements ont été reçus. Les subventions et autres transferts ont progressé de 11,3 %, par suite d'une baisse de 17,1 % en août 1999. Les paiements aux sociétés d'État ont affiché une hausse de 9,4 %.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	septembre		d'avril à septembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 630	14 031	77 191	79 113
Dépenses de programmes	-8 227	-8 630	-48 832	-50 514
Solde de fonctionnement	5 403	5 401	28 359	28 599
Frais de la dette publique	-3 376	-3 461	-20 457	-20 549
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 027	1 940	7 902	8 050
Opérations non budgétaires	-986	159	-2 282	-4 211
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 041	2 099	5 620	3 839
Opérations de change	-1 054	501	5 835	177
Solde financier net	-13	2 600	11 455	4 016
Variation nette des emprunts	-9 109	-9 312	-16 424	-10 702
Variation nette de l'encaisse	-9 122	-6 712	-4 969	-6 686

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

L'augmentation des dépenses en matière de défense a constitué la majeure partie de l'accroissement des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 2,5 %, surtout en raison d'une augmentation de l'encours total portant intérêt.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 8,0 milliards de dollars

Au cours des six premiers mois de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 8,0 milliards de dollars, en hausse de 148 millions par rapport à l'excédent déclaré pour la même période en 1998-1999. L'évolution d'une année sur l'autre de l'excédent budgétaire sera touchée dans les mois qui viennent par les mesures de réduction des impôts annoncées dans le budget de 1999, qui sont entrées en vigueur le 1er juillet 1999, par la réduction des taux de cotisation à l'assurance-emploi récemment annoncée, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2000 (le taux de cotisation de l'employé sera de 2,40 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 2000, contre 2,55 $ en 1999), ainsi que par la mesure budgétaire de 1998 consistant à hausser la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE).

Les recettes budgétaires ont avancé de 1,9 milliard de dollars, soit 2,5 %, d'une année sur l'autre, l'augmentation étant attribuable en majeure partie à la progression des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, ou 4,3 %. Cette hausse est largement attribuable à l'augmentation des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi, et l'augmentation de l'impôt déclaré pour l'année d'imposition 1998. Ces changements ont toutefois été atténués par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998 et par l'augmentation des paiements de PFCE, traduisant les hausses annoncées dans les budgets précédents. Les résultats ultérieurs subiront les effets des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de 1999.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 0,7 milliard de dollars, ou 7,9 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés constatée en 1998. Même si l'on estime que les bénéfices ont remonté pendant

Tableau 2
Recettes budgétaires

	septembre			d'avril à septembre		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 803	7 474	9,9	37 608	39 222	4,3
Impôt sur le revenu des sociétés	1 423	1 394	-2,0	9 261	8 525	-7,9
Autres	55	198	260,0	1 110	1 444	30,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 281	9 066	9,5	47 979	49 191	2,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 764	1 398	-20,7	10 422	9 992	-4,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 858	2 214	19,2	10 370	11 603	11,9
Droits de douane à l'importation	256	162	-36,7	1 289	1 170	-9,2
Taxes de vente et d'accise	780	638	-18,2	4 402	4 277	-2,8
Total des taxes et droits d'accise	2 894	3 014	4,1	16 061	17 050	6,2
Total des recettes fiscales	12 939	13 478	4,2	74 462	76 233	2,4
Recettes non fiscales	691	553	-20,0	2 729	2 880	5,5
Total des recettes budgétaires	13 630	14 031	2,9	77 191	79 113	2,5

le premier semestre de 1999, le remboursement des paiements en trop, relativement à l'année d'imposition 1998, et les acomptes provisionnels en fonction des obligations fiscales de 1998 influent à la baisse sur les recettes enregistrées à ce jour en 1999-2000.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,4 milliard de dollars, ou 4,1 %, traduisant surtout l'effet des rajustements pour les années antérieures, comme il a été indiqué précédemment.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 6,2 %. Les recettes nettes de TPS ont avancé de 1,2 milliard, ou 11,9 %, ce qui dépasse largement la progression de l'assiette sous-jacente. La croissance des recettes jusqu'ici demeure assujettie à des questions de calendrier, de sorte que les taux de croissance devraient ralentir dans les mois à venir et traduire plus fidèlement les taux de croissance des assiettes. Les droits de douane à l'importation ont chuté de 9,2 %. Les recettes provenant des taxes de vente et des taxes et des droits d'accise ont baissé de 2,8 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien, en novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et des autres recettes non fiscales, par exemple, les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 5,5 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez instable en raison du calendrier des sommes reçues.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou 3,4 %, d'avril à septembre 1999 comparativement à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont légèrement augmenté étant donné que la hausse des prestations versées aux aînés a plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux aînés étaient en hausse en raison de l'augmentation du nombre de personnes admissibles et de l'augmentation des prestations moyennes, qui sont indexées à l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison du moins grand nombre de chômeurs et de questions de calendrier.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	septembre			d'avril à septembre		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 872	1 926	2,9	11 257	11 488	2,1
Prestations d'assurance-emploi	781	679	-13,1	5 363	5 218	-2,7
Total	2 653	2 605	-1,8	16 620	16 706	0,5
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 041	-0,1	6 250	6 250	0,0
Transferts fiscaux	784	867	10,6	4 698	5 214	11,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-188	0,5	-1 120	-1 125	0,4
Total	1 639	1 720	4,9	9 828	10 339	5,2
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	39	121	210,3	262	270	3,1
Affaires étrangères	143	136	-4,9	657	647	-1,5
Santé	55	72	30,9	469	501	6,8
Développement des ressources humaines	156	249	59,6	837	707	-15,5
Affaires indiennes et du Nord	307	320	4,2	2 190	2 252	2,8
Industrie et développement régional	125	64	-48,8	621	610	-1,8
Anciens combattants	115	115	0,0	681	689	1,2
Autres	165	153	-7,3	983	984	0,1
Total	1 105	1 230	11,3	6 700	6 660	-0,6
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	66	80	21,2	400	420	5,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	120	150	25,0	867	895	3,2
Autres	81	62	-23,5	490	526	7,3
Total	267	292	9,4	1 757	1 841	4,8
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	787	969	23,1	4 361	4 796	10,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 776	1 814	2,1	9 566	10 172	6,3
Total	2 563	2 783	8,6	13 927	14 968	7,5
Total des dépenses directes de programmes	3 935	4 305	9,4	22 384	23 469	4,8
Total des dépenses de programmes	8 227	8 630	4,9	48 832	50 514	3,4
Frais de la dette publique	3 376	3 461	2,5	20 457	20 549	0,4
Total des dépenses budgétaires	11 603	12 091	4,2	69 289	71 063	2,6
Poste pour mémoire : total des transferts	5 397	5 555	2,9	33 148	33 705	1,7

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	septembre		d'avril à septembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 027	1 940	7 902	8 050
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	122	69	730	19
Autres	-553	-123	-435	-122
Total	-431	-54	295	-103
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	1 028	737	1 389	289
Comptes de pension de retraite	363	480	1 891	2 313
Autres	24	14	19	-97
Total	1 415	1 231	3 299	2 505
Autres opérations	-1 970	-1 018	-5 876	-6 613
Total des opérations non budgétaires	-986	159	-2 282	-4 211
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 041	2 099	5 620	3 839
Opérations de change	-1 054	501	5 835	177
Solde financier net	-13	2 600	11 455	4 016

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	septembre		d'avril à septembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
(en millions de dollars)				
Solde financier net	-13	2 600	11 455	4 016
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-6 492	-11 693	6 031	-2 206
Obligations d'épargne du Canada	-99	-27	-2 116	-1 015
Bons du Trésor	-3 600	3 650	-26 400	-3 801
Autres	-1 004	-759	543	535
Total partiel	-11 195	-8 829	-21 942	-6 487
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	77	55	532	332
Total	-11 118	-8 774	-21 410	-6 155
Payables en devises				
Obligations négociables	308	-302	3 877	-415
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	1 754	-206	2 035	-3 876
Billets du Canada	-53	-30	-926	-256
Total	2 009	-538	4 986	-4 547
Variation nette des emprunts	-9 109	-9 312	-16 424	-10 702
Variation de l'encaisse	-9 122	-6 712	-4 969	-6 686

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 5,2 %, sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation comme il a été indiqué précédemment.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 4,8 %. Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires, les répercussions des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999 ainsi que les coûts associés aux engagements contractés par le Canada pour le maintien de la paix internationale.

Les frais de la dette publique ont légèrement augmenté d'une année sur l'autre puisque l'augmentation de l'encours total portant intérêt a plus que compensé l'effet du recul du taux d'intérêt moyen effectif applicable à cette dette. L'encours portant intérêt a légèrement augmenté, étant donné qu'une hausse des obligations au titre des pensions a plus que compensé une diminution de la dette contractée sur le marché.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 3,8 milliards de dollars (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée, qui prévoit la comptabilisation des éléments de passif de l'État au moment où ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. En outre, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 4,2 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 1999-2000, comparativement à 2,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse est entièrement attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 3,5 milliards au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'il avait été annoncé dans le budget de 1999. Il a donc été possible de dégager un excédent financier (opérations de change exclues) de 3,8 milliards d'avril à septembre 1999, comparativement à un excédent de 5,6 milliards au cours de la même période de l'exercice précédent.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 4,0 milliards de dollars (y compris les opérations de change)

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et en vend (achète des dollars canadiens) lorsque les pressions s'exercent en sens contraire. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que leur vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe également sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à septembre 1999 a été marquée par une ressource nette de 0,2 milliard de dollars, comparativement à 5,8 milliards pour la même période l'an dernier.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	30 septembre 1999	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	16 881	-7 628
Intérêt et dette échue	9 791	9 449	-342
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	37 346	-7 970
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	124 721	2 314
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	5 716	289
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 627	-97
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	137 064	2 506
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	293 546	-2 206
Bons du Trésor	96 950	93 150	-3 800
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 980	-682
Autres	4 063	4 598	535
Total partiel	424 427	418 274	-6 153
Payable en devises			
Obligations négociables	24 568	24 154	-415
Bons du Canada	10 171	6 294	-3 876
Billets du Canada	1 261	1 005	-256
Total partiel	36 000	31 453	-4 547
Total de la dette non échue	460 427	449 727	-10 701
Total de la dette portant intérêt	594 985	586 790	-8 195
Total du passif	640 301	624 136	-16 165
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	7 232	-8 041
Comptes d'opérations de change	34 668	34 491	-177
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	13 639	103
Total de l'actif	63 477	55 362	-8 115
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	568 774	-8 050

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)							
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986	50 174
Moins :								
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633	26 640
Crédit trimestriel aux contribuables à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892	2 850
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461	20 684
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127	123
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325			
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	1,2
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588	20 808

Source : *Comptes publics du Canada*

L'excédent budgétaire de 8,0 milliards de dollars, les besoins nets de 4,2 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et la ressource nette de 0,2 milliard pour les opérations de change se traduisent par un excédent financier net de 4,0 milliards pour la période d'avril à septembre 1999, comparativement à 11,5 milliards pour la même période l'année précédente.

Cet excédent financier net, jumelé à un prélèvement de 6,7 milliards de dollars sur l'encaisse, a servi à rembourser, à la fin de septembre 1999, une tranche de 10,7 milliards de la dette contractée sur le marché. L'encaisse s'établissait à 2,6 milliards à la fin de septembre 1999.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, la loi portant création du compte de service et de réduction de la dette recevait la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes nettes de TPS, déduction faite des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et des crédits aux personnes à faible revenu applicables, ainsi que le produit net de la vente de sociétés d'État et de dons à la Couronne désignés comme devant être affectés à la réduction de la dette doivent, en application de la loi, être directement versés dans le compte de service et de réduction de la dette. Les fonds qui se trouvent dans ce compte ne peuvent servir qu'à payer le coût du service de la dette publique et à réduire la dette. Le compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada. Dans ses observations jointes aux états financiers de 1996-1997 et de 1998-1999, le vérificateur général a remis en question la nécessité de ce compte, en raison de la notion fondamentale à la base du Trésor. Le gouvernement a demandé au Comité permanent des finances de la Chambre des communes de se pencher sur cette question.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Novembre 1999

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'octobre 1999

Excédent budgétaire de 112 millions de dollars en octobre 1999

Un excédent budgétaire de 112 millions de dollars a été réalisé en octobre 1999, comparativement au déficit de 428 millions enregistré en octobre 1998, étant donné que les recettes budgétaires ont été plus élevées (en hausse de 478 millions, ou 4,2 %) et que les frais de la dette publique ont chuté (en baisse de 186 millions, ou 5,4 %), ce qui a largement compensé la hausse au titre des dépenses de programmes (en hausse de 124 millions, ou 1,5 %).

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 13,4 %. Cette hausse est attribuable dans une large mesure à la vigueur soutenue des retenues sur le revenu d'emploi, elle-même tributaire de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 18,6 %, en raison surtout de remboursements plus élevés découlant d'un trop-perçu au chapitre des acomptes provisionnels en 1998-1999.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 6,1 % étant donné que la baisse des taux de cotisation (la cotisation de l'employé en 1999 est de 2,55 $ par tranche de 100 $ de gains assurables par rapport à 2,70 $ en 1998) a plus que compensé l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les recettes au titre des droits et des taxes et droits d'accise ont progressé de 7,0 %. Les variations entre les composantes sont toujours très grandes. Les recettes nettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont bondi de 13,5 %, les rentrées brutes plus élevées ayant distancé l'augmentation des remboursements et du crédit en faveur des contribuables à revenu modeste. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 10,0 %, après une baisse d'une année sur l'autre de 36,7 % en septembre 1999. Les autres taxes et droits d'accise ont chuté de 10,2 %, après une baisse d'une année sur l'autre de 18,2 % en septembre 1999.
- Les recettes non fiscales ont fléchi de 17,1 %, après une baisse d'une année sur l'autre de 20,0 % en septembre 1999.

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,3 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 1,7 %, sous le coup d'une augmentation des prestations moyennes et du nombre de bénéficiaires. Les prestations d'assurance-emploi ont été plus élevées de 0,4 %.
- Les principaux transferts aux autres administrations se sont accrus de 2,1 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel que l'indiquait le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques qui révélaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	octobre		d'avril à octobre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 511	11 989	88 702	91 101
Dépenses de programmes	-8 498	-8 622	-57 329	-59 137
Solde de fonctionnement	3 013	3 367	31 373	31 964
Frais de la dette publique	-3 441	-3 255	-23 899	-23 803
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-428	112	7 474	8 161
Opérations non budgétaires	-527	1 040	-2 807	-3 172
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-955	1 152	4 667	4 989
Opérations de change	-297	-1 039	5 538	-862
Solde financier net	-1 252	113	10 205	4 127
Variation nette des emprunts	-1 982	3 783	-18 406	-6 916
Variation nette de l'encaisse	-3 234	3 896	-8 201	-2 789

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les dépenses de programmes directes ont progressé de 1,3 %. Les subventions et autres transferts ont augmenté de 3,6 %, les paiements aux sociétés d'État ont chuté de 14,5 %, et les coûts de fonctionnement et d'immobilisations se sont accrus de 2,3 %.

La baisse des frais de la dette publique est exclusivement attribuable à des corrections apportées pour des surestimations de rajustements d'exercice au cours des mois précédents.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 8,2 milliards de dollars

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 8,2 milliards de dollars, en hausse de 0,7 milliard par rapport à l'excédent enregistré pour la même période l'an dernier. En fonction de l'expérience des années précédentes et compte tenu de l'effet des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de février 1999 et de la réduction récemment annoncée des taux de cotisation d'assurance-emploi de 2,55 $ à 2,40 $ (cotisation de l'employé par tranche de 100 $ de gains assurables), l'excédent budgétaire devrait continuer à augmenter jusqu'à la fin de décembre, pour diminuer au dernier trimestre de l'exercice. Tel qu'il était indiqué dans *La Mise à jour économique et financière*, en l'absence de toute autre mesure de politique, le solde budgétaire sous-jacent, à partir de la moyenne des prévisions du secteur privé, est estimé à 5,0 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année. De ce montant, une somme de 3,0 milliards sera affectée à la réserve pour éventualités et servira, si elle n'est pas utilisée, à rembourser une partie de la dette publique.

Les recettes budgétaires ont avancé de 2,4 milliards de dollars (2,7 %) d'une année sur l'autre, étant donné que l'augmentation des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la TPS a plus que compensé

Tableau 2
Recettes budgétaires

	octobre			d'avril à octobre		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 413	6 138	13,4	43 022	45 361	5,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 380	1 124	-18,6	10 641	9 648	-9,3
Autres	273	255	-6,6	1 383	1 699	22,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 066	7 517	6,4	55 046	56 708	3,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 322	1 242	-6,1	11 744	11 234	-4,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 764	2 003	13,5	12 133	13 606	12,1
Droits de douane à l'importation	190	209	10,0	1 479	1 379	-6,8
Taxes de vente et d'accise	706	634	-10,2	5 107	4 910	-3,9
Total des taxes et droits d'accise	2 660	2 846	7,0	18 719	19 895	6,3
Total des recettes fiscales	11 048	11 605	5,0	85 509	87 837	2,7
Recettes non fiscales	463	384	-17,1	3 193	3 264	2,2
Total des recettes budgétaires	11 511	11 989	4,2	88 702	91 101	2,7

la diminution des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés et des cotisations d'assurance-emploi.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (5,4 %), pratiquement toute la hausse ayant été enregistrée au cours des trois derniers mois. Cette hausse est largement attribuable à l'augmentation des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, sous le coup d'une augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. Ces changements ont toutefois été atténués par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998 et par l'augmentation des paiements de Prestation fiscale canadienne pour enfants, traduisant les hausses annoncées dans les budgets précédents.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 1,0 milliard de dollars (9,3 %), sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés constatée en 1998. Même si l'on estime que les bénéfices des sociétés ont remonté pendant les trois premiers trimestres de l'année civile 1999, le remboursement des paiements en trop, relativement à l'année d'imposition 1998, et les acomptes provisionnels en fonction des obligations fiscales de 1998 influent à la baisse sur les recettes enregistrées à ce jour en 1999-2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,5 milliard de dollars (4,3 %), étant donné que la baisse des taux de cotisation et les rajustements pour les années précédentes ont plus que compensé l'effet de l'augmentation du nombre de personnes qui occupent un emploi et qui donc cotisent.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	octobre			d'avril à octobre		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 928	1 960	1,7	13 185	13 448	2,0
Prestations d'assurance-emploi	747	750	0,4	6 110	5 969	-2,3
Total	2 675	2 710	1,3	19 295	19 417	0,6
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	7 292	7 292	0,0
Transferts fiscaux	829	868	4,7	5 527	6 081	10,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-185	-188	1,6	-1 305	-1 313	0,6
Total	1 686	1 722	2,1	11 514	12 060	4,7
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	27	45	66,7	289	315	9,0
Affaires étrangères	108	174	61,1	766	821	7,2
Santé	91	86	-5,5	560	587	4,8
Développement des ressources humaines	141	159	12,8	979	866	-11,5
Affaires indiennes et du Nord	261	262	0,4	2 451	2 514	2,6
Industrie et développement régional	140	127	-9,3	761	737	-3,2
Anciens combattants	114	117	2,6	795	805	1,3
Autres	212	163	-23,1	1 195	1 147	-4,0
Total	1 094	1 133	3,6	7 796	7 792	-0,1
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	105	65	-38,1	505	485	-4,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	135	150	11,1	1 002	1 045	4,3
Autres	91	68	-25,3	581	594	2,2
Total	331	283	-14,5	2 088	2 124	1,7
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	866	797	-8,0	5 227	5 592	7,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 846	1 977	7,1	11 409	12 152	6,5
Total	2 712	2 774	2,3	16 636	17 744	6,7
Total des dépenses directes de programmes	4 137	4 190	1,3	26 520	27 660	4,3
Total des dépenses de programmes	8 498	8 622	1,5	57 329	59 137	3,2
Frais de la dette publique	3 441	3 255	-5,4	23 899	23 803	-0,4
Total des dépenses budgétaires	11 939	11 877	-0,5	81 228	82 940	2,1
Poste pour mémoire : total des transferts	5 455	5 565	2,0	38 605	39 269	1,7

- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (6,3 %). Les recettes nettes de TPS ont progressé de 1,5 milliard (12,1 %), ce qui dépasse largement la progression de l'assiette fiscale sous-jacente et qui est supérieur à la hausse enregistrée pour l'ensemble de l'exercice 1998-1999. La croissance des recettes jusqu'ici demeure assujettie à des questions de calendrier, de sorte que le taux de croissance devrait ralentir au cours des prochains mois et traduire plus fidèlement le taux de croissance des assiettes. Les droits de douane à l'importation ont chuté de 6,8 %. Les recettes provenant des taxes de vente et des taxes et des droits d'accise ont fléchi de 3,9 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien, en novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des placements et d'autres recettes, par exemple, les droits et le produit d'opérations de vente, ont été en hausse de 0,1 milliard de dollars (2,2 %). Cette composante des recettes budgétaires est assez instable, en raison du calendrier des sommes perçues.

Les dépenses de programmes ont progressé de 1,8 milliard de dollars d'avril à octobre 1999, soit de 3,2 % comparativement à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont légèrement augmenté, étant donné que les prestations aux aînés plus élevées ont plus que compensé la diminution des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux aînés ont augmenté, car le nombre de personnes admissibles à des prestations est plus grand et les prestations moyennes sont plus élevées puisqu'elles sont indexées à l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison du moins grand nombre de chômeurs et de questions de calendrier. Par contre, il y a eu augmentation des prestations et des paiements spéciaux d'assurance-emploi aux termes des mesures de soutien à l'emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,5 milliard de dollars (4,7 %), sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation, comme il a été indiqué précédemment.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (4,3 %). Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires, les conséquences des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999 et les coûts associés aux engagements contractés par le Canada pour le maintien de la paix internationale.

Les frais de la dette publique ont un peu diminué par rapport aux niveaux précédents de l'exercice, sous le coup d'une légère baisse du taux d'intérêt moyen effectif sur l'encours de la dette portant intérêt.

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	octobre		d'avril à octobre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-428	112	7 474	8 161
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	19	170	750	189
Autres	-1	48	-437	-74
Total	18	218	313	115
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-447	-57	942	232
Comptes de pension de retraite	319	464	2 211	2 777
Autres	35	-29	54	-126
Total	-93	378	3 207	2 883
Autres opérations	-452	444	-6 327	-6 170
Total des opérations non budgétaires	-527	1 040	-2 807	-3 172
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-955	1 152	4 667	4 989
Opérations de change	-297	-1 039	5 538	-862
Solde financier net	-1 252	113	10 205	4 127

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	octobre		d'avril à octobre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
(en millions de dollars)				
Solde financier net	-1 252	113	10 205	4 127
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 100	4 172	2 931	1 967
Obligations d'épargne du Canada	-370	-30	-2 486	-1 045
Bons du Trésor	800	150	-25 600	-3 650
Autres	377	-234	919	301
Total partiel	-2 293	4 058	-24 236	-2 427
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	34	26	567	359
Total	-2 259	4 084	-23 669	-2 068
Payables en devises				
Obligations négociables	511	–	4 388	-415
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	-213	-301	1 822	-4 177
Billets du Canada	-21	–	-947	-256
Total	277	-301	5 263	-4 848
Variation nette des emprunts	-1 982	3 783	-18 406	-6 916
Variation de l'encaisse	-3 234	3 896	-8 201	-2 789

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 5,0 milliards de dollars (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 3,2 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de 1999-2000, par rapport à 2,8 milliards dans la période correspondante l'an dernier. Cette augmentation est attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 3,5 milliards de dollars au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'il avait été annoncé dans le budget de 1999. Ainsi, cela a permis de dégager un excédent financier (excluant les opérations de change) de 5,0 milliards au cours de la période d'avril à octobre 1999, soit une légère augmentation par rapport à l'excédent enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 4,1 milliards de dollars (y compris les opérations de change)

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à octobre 1999 a été marquée par un besoin net de 0,9 milliard de dollars, comparativement à des ressources nettes de 5,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 8,2 milliards de dollars, un besoin net de 3,2 milliards relatif aux opérations non budgétaires et un besoin net de 0,9 milliard pour les opérations de change, l'excédent financier net s'établissait à 4,1 milliards, pour la période d'avril à octobre 1999, comparativement à 10,2 milliards l'année précédente.

Cet excédent financier net, jumelé à un prélèvement de 2,8 milliards de dollars sur l'encaisse, a servi à rembourser, à la fin d'octobre 1999, une tranche de 6,9 milliards de dollars de la dette contractée sur le marché. À la fin d'octobre 1999, l'encaisse s'établissait à 6,5 milliards de dollars.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	31 octobre 1999	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	13 128	-11 381
Intérêt et dette échue	9 791	10 510	719
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	34 654	-10 662
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	125 185	2 778
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	5 659	232
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 597	-127
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	137 441	2 883
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	297 719	1 967
Bons du Trésor	96 950	93 300	-3 650
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 976	-686
Autres	4 063	4 364	301
Total partiel	424 427	422 359	-2 068
Payable en devises			
Obligations négociables	23 907	23 492	-415
Bons du Canada	10 230	6 053	-4 177
Billets du Canada	1 863	1 607	-256
Total partiel	36 000	31 152	-4 848
Total de la dette non échue	460 427	453 511	-6 916
Total de la dette portant intérêt	594 985	590 952	-4 033
Total du passif	640 301	625 606	-14 695
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	7 993	-7 280
Comptes d'opérations de change	34 668	35 529	861
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	13 421	-115
Total de l'actif	63 477	56 943	-6 534
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	568 663	-8 161

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Décembre 1999

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de novembre 1999

Déficit budgétaire de 292 millions de dollars en novembre 1999

Un déficit budgétaire de 292 millions de dollars a été affiché en novembre 1999, comparativement à un excédent de 448 millions en novembre 1998. Les recettes budgétaires ont diminué de 207 millions (1,7 %), surtout sous l'effet de la baisse des recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ainsi que des droits et des taxes d'accise. Les dépenses de programmes ont augmenté de 447 millions (5,3 %), en grande partie en raison de l'augmentation des transferts aux autres administrations et des dépenses au chapitre de la défense, tandis que les frais de la dette publique ont grimpé de 86 millions (2,4 %), traduisant une augmentation de l'encours total portant intérêt.

Sur le plan des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 1,3 %. Cette baisse est attribuable à des transferts au compte du Régime de pensions du Canada pour un moins-perçu lié aux mois antérieurs et aux recettes d'impôt sur le revenu des sociétés, en raison d'une répartition erronée des recettes des mois antérieurs. Sans ces facteurs ponctuels, les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers auraient été plus élevées si l'on tient compte du plus grand nombre de personnes occupant un emploi.
- Les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 23,3 %. La plus grande partie de ce gain est toutefois attribuable à un transfert d'impôt sur le revenu des particuliers, tel qu'il est expliqué précédemment.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 8,0 %, une réduction des taux de cotisation ayant plus que compensé l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi (la cotisation de l'employé en 1999 est de 2,55 $ par tranche de 100 $ de gains assurables par rapport à 2,70 $ en 1998).
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont baissé de 8,1 %. Les recettes nettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont chuté de 5,4 % sous l'effet d'une augmentation des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont reculé de 9,9 % par suite d'une baisse d'une année sur l'autre de 10,0 % en octobre 1999. Les autres taxes et droits d'accise ont chuté de 15,7 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien.
- Les recettes non fiscales ont reculé de 25,8 %. Cette composante est très instable d'un mois à l'autre en raison du moment où les sommes sont reçues.

Pour ce qui est des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,9 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 3,2 %, traduisant des prestations moyennes plus élevées et une augmentation du nombre de bénéficiaires. À l'opposé, les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 3,5 %, résultat de l'amélioration de la situation du marché du travail.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	novembre		d'avril à novembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	12 526	12 319	101 229	103 420
Dépenses de programmes	-8 481	-8 928	-65 810	-68 065
Solde de fonctionnement	4 045	3 391	35 419	35 355
Frais de la dette publique	-3 597	-3 683	-27 496	-27 486
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	448	-292	7 923	7 869
Opérations non budgétaires	2 281	2 328	-615	-844
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	2 729	2 036	7 308	7 025
Opérations de change	-6 363	-3 320	-825	-4 183
Solde financier net	-3 634	-1 284	6 483	2 842
Variation nette des emprunts	3 339	6 362	-15 068	-555
Variation nette de l'encaisse	-295	5 078	-8 585	2 287

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 8,8 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel que l'indiquait le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques qui révélaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont progressé de 6,9 %. Les subventions et autres transferts ont reculé de 11,2 %, tandis que les paiements aux sociétés d'État ont affiché une hausse de 15,8 %. L'évolution d'une année sur l'autre de ces composantes fait surtout état du moment où ces sommes sont reçues. Les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations ont augmenté de 15,0 %, surtout en raison de l'augmentation des dépenses en matière de défense requise pour permettre au Canada de s'acquitter de ses engagements au chapitre du maintien de la paix sur la scène internationale.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 7,9 milliards de dollars

Au cours des huit premiers mois de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 7,9 milliards de dollars, en baisse de 54 millions par rapport à l'excédent enregistré pour la même période en 1998-1999. En fonction de l'expérience des années précédentes et compte tenu de l'effet des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de février 1999 et de la réduction récemment annoncée des taux de cotisation d'assurance-emploi de 2,55 $ à 2,40 $ (cotisation de l'employé par tranche de 100 $ de gains assurables) entrée en vigueur le 1er janvier 2000, l'excédent budgétaire devrait augmenter en décembre avant de diminuer au dernier trimestre de l'exercice. Tel qu'il était indiqué dans *La Mise à jour économique et financière*, en l'absence de toute autre mesure stratégique, le solde budgétaire sous-jacent, à partir de la moyenne des prévisions du secteur privé, est estimé à 5,0 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	novembre			d'avril à novembre		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 958	5 878	-1,3	48 980	51 239	4,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 526	1 881	23,3	12 167	11 529	-5,2
Autres	173	183	5,8	1 556	1 882	21,0
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 657	7 942	3,7	62 703	64 650	3,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 194	1 098	-8,0	12 938	12 332	-4,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 222	2 101	-5,4	14 355	15 708	9,4
Droits de douane à l'importation	172	155	-9,9	1 652	1 535	-7,1
Taxes de vente et d'accise	719	606	-15,7	5 827	5 516	-5,3
Total des taxes et droits d'accise	3 113	2 862	-8,1	21 834	22 759	4,2
Total des recettes fiscales	11 964	11 902	-0,5	97 475	99 741	2,3
Recettes non fiscales	562	417	-25,8	3 754	3 679	-2,0
Total des recettes budgétaires	12 526	12 319	-1,7	101 229	103 420	2,2

De ce montant, une somme de 3,0 milliards sera affectée à la réserve pour éventualités et servira, si elle n'est pas utilisée, à rembourser une partie de la dette publique.

Les recettes budgétaires ont avancé de 2,2 milliards de dollars (2,2 %) d'une année sur l'autre, étant donné que l'augmentation des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la TPS a plus que compensé la diminution de la plupart des autres grandes composantes de recettes.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (4,6 %). Cette hausse est largement attribuable à l'augmentation des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, sous le coup d'une augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. Ces changements ont toutefois été atténués par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998 et par l'augmentation des paiements de Prestation fiscale canadienne pour enfants, traduisant les hausses annoncées dans les budgets précédents.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 0,6 milliard de dollars (5,2 %) sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés constatée en 1998. Même si l'on estime que les bénéfices des sociétés ont sensiblement remonté pendant les trois premiers trimestres de l'année civile 1999, le remboursement des paiements en trop, relativement à l'année d'imposition 1998, et les acomptes provisionnels en fonction des obligations fiscales de 1998 influent à la baisse sur les recettes enregistrées à ce jour en 1999-2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,6 milliard de dollars (4,7 %), étant donné que la baisse des taux de cotisation et les rajustements pour les années précédentes ont plus que compensé l'effet de l'augmentation du nombre de personnes qui occupent un emploi et qui donc cotisent.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	novembre			d'avril à novembre		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 899	1 959	3,2	15 084	15 407	2,1
Prestations d'assurance-emploi	944	911	-3,5	7 054	6 880	-2,5
Total	2 843	2 870	0,9	22 138	22 287	0,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	8 333	8 333	0,0
Transferts fiscaux	828	975	17,8	6 355	7 056	11,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-189	-188	-0,5	-1 494	-1 501	0,5
Total	1 681	1 829	8,8	13 194	13 888	5,3
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	106	119	12,3	394	434	10,2
Affaires étrangères	19	118	521,1	784	939	19,8
Santé	91	64	-29,7	651	651	0,0
Développement des ressources humaines	113	120	6,2	1 091	986	-9,6
Affaires indiennes et du Nord	272	269	-1,1	2 723	2 783	2,2
Industrie et développement régional	120	108	-10,0	881	844	-4,2
Anciens combattants	115	116	0,9	910	921	1,2
Autres	398	182	-54,3	1 593	1 330	-16,5
Total	1 234	1 096	-11,2	9 027	8 888	-1,5
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	80	80	0,0	585	565	-3,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	143	150	4,9	1 145	1 195	4,4
Autres	69	108	56,5	650	701	7,8
Total	292	338	15,8	2 380	2 461	3,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	748	1 031	37,8	5 975	6 624	10,9
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 683	1 764	4,8	13 096	13 917	6,3
Total	2 431	2 795	15,0	19 071	20 541	7,7
Total des dépenses directes de programmes	3 957	4 229	6,9	30 478	31 890	4,6
Total des dépenses de programmes	8 481	8 928	5,3	65 810	68 065	3,4
Frais de la dette publique	3 597	3 683	2,4	27 496	27 486	0,0
Total des dépenses budgétaires	12 078	12 611	4,4	93 306	95 551	2,4
Poste pour mémoire : total des transferts	5 758	5 795	0,6	44 359	45 063	1,6

- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (4,2 %). Les recettes nettes de TPS ont progressé de 1,4 milliard (9,4 %) en raison des gains notables au chapitre des produits et des services assujettis à la TPS. Les droits de douane à l'importation ont chuté de 7,1 %. Les recettes provenant des taxes de vente et des taxes et des droits d'accise ont fléchi de 5,3 %, en partie en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien en novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, qui incluent le rendement des placements et d'autres recettes, comme les droits et le produit d'opérations de vente, ont reculé de 2,0 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez instable en raison du calendrier des sommes perçues.

Les dépenses de programmes ont progressé de 2,3 milliards de dollars (3,4 %) d'avril à novembre 1999, comparativement à la même période en 1998.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,7 %, étant donné que les prestations aux aînés plus élevées ont plus que compensé la diminution des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux aînés ont augmenté, car le nombre de personnes admissibles à des prestations est plus grand et les prestations moyennes sont plus élevées puisqu'elles sont indexées à l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison du moins grand nombre de chômeurs. Par contre, il y a eu une augmentation des prestations et des paiements spéciaux d'assurance-emploi aux termes des mesures de soutien à l'emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,7 milliard de dollars (5,3 %), sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation, comme il a été indiqué précédemment.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (4,6 %). Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires, les conséquences des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999 et les coûts associés aux engagements contractés par le Canada pour le maintien de la paix internationale.

Les frais de la dette publique n'ont pratiquement pas changé par rapport aux niveaux précédents de l'exercice, une légère baisse du taux d'intérêt moyen effectif ayant compensé l'effet de l'augmentation de l'encours de la dette portant intérêt.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 7,0 milliards de dollars (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État.

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	novembre		d'avril à novembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	448	-292	7 923	7 869
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	141	41	891	230
Autres	-26	13	-463	-61
Total	115	54	428	169
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-593	463	349	695
Comptes de pension de retraite	322	394	2 533	3 171
Autres	-10	1	45	-124
Total	-281	858	2 927	3 742
Autres opérations	2 447	1 416	-3 970	-4 755
Total des opérations non budgétaires	2 281	2 328	-615	-844
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	2 729	2 036	7 308	7 025
Opérations de change	-6 363	-3 320	-825	-4 183
Solde financier net	-3 634	-1 284	6 483	2 842

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	novembre		d'avril à novembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-3 634	-1 284	6 483	2 842
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-1 100	4 900	1 831	6 867
Obligations d'épargne du Canada	290	364	-2 197	-681
Bons du Trésor	-500	-400	-26 100	-4 050
Autres	362	-543	1 281	-242
Total partiel	-948	4 321	-25 185	1 894
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	-415	-397	151	-39
Total	-1 363	3 924	-25 034	1 855
Payables en devises				
Obligations négociables	4 838	2 942	9 226	2 527
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	-136	-504	1 687	-4 681
Billets du Canada	–	–	-947	-256
Total	4 702	2 438	9 966	-2 410
Variation nette des emprunts	3 339	6 362	-15 068	-555
Variation de l'encaisse	-295	5 078	-8 585	2 287

Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 0,8 milliard de dollars au cours des huit premiers mois de 1999-2000, soit une légère hausse par rapport au besoin net de 0,6 milliard au cours des huit premiers mois de 1998-1999. Il s'est donc dégagé un excédent financier (excluant les opérations de change) de 7,0 milliards au cours de la période d'avril à novembre 1999, soit un léger recul par rapport à l'excédent de 7,3 milliards enregistré à la période correspondante de 1998.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 2,8 milliards de dollars (y compris les opérations de change)

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin.

L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à novembre 1999 a été marquée par un besoin net de 4,2 milliards de dollars, comparativement à 0,8 milliard pour la même période en 1998.

Avec un excédent budgétaire de 7,9 milliards de dollars, un besoin net de 0,8 milliard relatif aux opérations non budgétaires et un besoin net de 4,2 milliards pour les opérations de change, l'excédent financier net s'établissait à 2,8 milliards, pour la période d'avril à novembre 1999, comparativement à 6,5 milliards pour la même période en 1998.

En novembre 1999, l'augmentation nette des emprunts sur le marché s'est élevée à 6,4 milliards de dollars, si bien que la tranche de la dette contractée sur le marché ayant été remboursée n'a totalisé que 0,6 milliard à la fin de novembre 1999. L'augmentation des emprunts sur le marché en novembre est attribuable à la hausse des réserves internationales officielles du Canada, au renforcement de l'encaisse pour rembourser les titres échus au début de décembre et à l'incidence des mesures de précaution liées aux besoins de fins d'exercice. L'augmentation nette de l'encaisse a donc totalisé 2,3 milliards, de sorte qu'à la fin de novembre 1999, l'encaisse s'établissait à 11,6 milliards de dollars.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	30 novembre 1999	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	19 202	-5 307
Intérêt et dette échue	9 791	5 075	-4 716
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	35 293	-10 023
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	125 579	3 172
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	6 122	695
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 598	-126
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	138 299	3 741
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	302 626	6 874
Bons du Trésor	96 950	92 900	-4 050
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 935	-727
Autres	4 063	3 821	-242
Total partiel	424 427	426 282	1 855
Payable en devises			
Obligations négociables	23 907	26 434	2 527
Bons du Canada	10 230	5 549	-4 681
Billets du Canada	1 863	1 607	-256
Total partiel	36 000	33 590	-2 410
Total de la dette non échue	460 427	459 872	-555
Total de la dette portant intérêt	594 985	598 171	3 186
Total du passif	640 301	633 464	-6 837
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	12 292	-2 981
Comptes d'opérations de change	34 668	38 850	4 182
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	13 367	-169
Total de l'actif	63 477	64 509	1 032
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	568 955	-7 869

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Janvier 2000

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de décembre 1999

Excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars en décembre 1999

Un excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars a été constaté en décembre 1999, ce qui représente une hausse de 0,6 milliard par rapport à l'excédent enregistré en décembre 1998. Comme il a été indiqué dans *La revue financière* du mois dernier, un excédent considérable était attendu en décembre. Habituellement, les recettes budgétaires sont à leur niveau le plus élevé le dernier mois de chaque trimestre, en raison du versement des acomptes provisionnels trimestriels de l'impôt sur le revenu des particuliers. En outre, le mois de décembre constitue la période de règlement des sociétés dont l'exercice prend fin le 31 octobre, soit principalement des institutions financières.

- Les recettes budgétaires ont grimpé de 1,5 milliard de dollars (10,3 %), une hausse principalement attribuable à la vigueur des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, qui ont augmenté de 0,9 milliard (54 %). Les bénéfices des sociétés ont bondi en 1999 après avoir été généralement faibles en 1998. Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 0,3 milliard (4,2 %), en raison surtout de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont reculé par suite d'une réduction des taux de cotisation, tandis que des remboursements plus élevés ont réduit les rentrées au titre de la taxe sur les produits et services (TPS).
- Les dépenses de programme ont progressé de 1,1 milliard de dollars (12,4 %), hausse qui a été en majeure partie le fait de l'augmentation des coûts de fonctionnement et d'immobilisations.
- La dette publique a régressé de 0,2 milliard de dollars (6,3 %), en raison principalement de rajustements des mois précédents.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 10,9 milliards de dollars

Au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 10,9 milliards de dollars, en hausse de 0,6 milliard par rapport à l'excédent enregistré à pareille date en 1998-1999. Des déficits mensuels sont prévus pour le dernier trimestre de 1999-2000. Habituellement, les recettes régressent en janvier sous le coup du versement du crédit trimestriel pour TPS et des remboursements. Les remboursements au titre de l'impôt des particuliers ayant trait au traitement des déclarations de 1999 contribueront au recul des recettes en mars 2000. L'effet des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de février 1999 et la réduction récemment annoncée du taux de cotisation d'assurance-emploi, qui est passé de 2,55 $ à 2,40 $ (cotisation de l'employé par tranche de 100 $ de gains assurables) le 1er janvier 2000, contribueront à faire reculer les recettes budgétaires du dernier trimestre de l'exercice. En outre, le moment où sont reçues les recettes et où sont engagées les dépenses, y compris les répercussions des initiatives en matière de dépenses annoncées avant le budget de 2000, entraînera une réduction du solde budgétaire. Ces facteurs devraient réduire l'excédent à ce jour d'environ 3,4 milliards de dollars.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	décembre		d'avril à décembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	14 782	16 299	116 011	119 719
Dépenses de programmes	-8 789	-9 880	-74 599	-77 945
Solde de fonctionnement	5 993	6 419	41 412	41 774
Frais de la dette publique	-3 562	-3 339	-31 058	-30 825
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 431	3 080	10 354	10 949
Opérations non budgétaires	-2 668	-4 512	-3 283	-5 355
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-237	-1 432	7 071	5 594
Opérations de change	4 219	3 875	3 394	-308
Solde financier net	3 982	2 443	10 465	5 286
Variation nette des emprunts	3 446	-50	-11 623	-603
Variation nette de l'encaisse	7 428	2 393	-1 158	4 683

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

En plus de ces facteurs, des initiatives stratégiques proposées dans le budget de 2000 amputeront l'excédent constaté à ce jour de 4,5 milliards de dollars supplémentaires. En allouant 3 milliards à la réserve pour éventualités, on obtient un budget équilibré. La partie inutilisée de la réserve pour éventualités, le cas échéant, servira à rembourser la dette publique. Pour un complément d'information, voir le chapitre 3 du *Plan budgétaire de 2000*.

Au cours des neuf premiers mois de 1999-2000, les recettes budgétaires ont augmenté de 3,7 milliards de dollars (3,2 %) d'une année sur l'autre.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,6 milliards (4,5 %). Cette hausse est largement attribuable aux augmentations des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, reflétant le plus grand nombre de personnes ayant un emploi. Ces changements ont toutefois été atténués par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998 et par l'augmentation des paiements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, traduisant les hausses annoncées dans les budgets précédents.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 0,3 milliard (2,0 %). En dépit d'une forte reprise des bénéfices des sociétés au cours des trois premiers trimestres de l'année civile 1999, les remboursements des trop-payés relativement à l'année d'imposition 1998 et les acomptes provisionnels fondés sur les obligations fiscales de 1998 ralentissent la progression des recettes à ce jour en 1999-2000. Le budget de février 2000 prévoit une vive remontée des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés au cours des derniers mois de l'exercice, lorsque les sociétés remettront leurs paiements finals pour l'année d'imposition 1999.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	décembre			d'avril à décembre		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 122	8 460	4,2	57 102	59 699	4,5
Impôt sur le revenu des sociétés	1 695	2 610	54,0	13 863	14 140	2,0
Autres	165	291	76,4	1 721	2 173	26,3
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 982	11 361	13,8	72 686	76 012	4,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 055	980	-7,1	13 993	13 312	-4,9
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 993	1 945	-2,4	16 348	17 653	8,0
Droits de douane à l'importation	166	230	38,6	1 818	1 765	-2,9
Taxes de vente et d'accise	595	665	11,8	6 420	6 182	-3,7
Total des taxes et droits d'accise	2 754	2 840	3,1	24 586	25 600	4,1
Total des recettes fiscales	13 791	15 181	10,1	111 265	114 924	3,3
Recettes non fiscales	991	1 118	12,8	4 746	4 795	1,0
Total des recettes budgétaires	14 782	16 299	10,3	116 011	119 719	3,2

- Les cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 0,7 milliard (4,9 %), la réduction des taux de cotisation et les rajustements d'années antérieures ayant plus que compensé l'effet de l'augmentation du nombre de personnes ayant un emploi et, par conséquent, versant des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,0 milliard (4,1 %). Les recettes nettes de TPS ont progressé de 1,3 milliard (8,0 %) sous l'effet des gains appréciables réalisés à l'égard des produits et services assujettis à la TPS. Toutefois, le calendrier des remboursements devrait faire reculer les recettes pour le reste de l'exercice. Les droits de douane à l'importation ont chuté de 2,9 %. Les recettes provenant des taxes de vente et des taxes et des droits d'accise ont fléchi de 3,7 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien, en novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales, comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 1,0 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez instable en raison du calendrier des sommes perçues.

Les dépenses de programmes ont progressé de 3,3 milliards de dollars (4,5 %) d'avril à décembre 1999, comparativement à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,7 % étant donné que les prestations aux aînés plus élevées ont plus que compensé la diminution des prestations d'assurance-emploi. La hausse des prestations aux aînés est attribuable au nombre supérieur de personnes ayant droit à des prestations et à l'augmentation des prestations moyennes découlant de leur indexation à l'inflation.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	décembre			d'avril à décembre		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 923	2 007	4,4	17 008	17 414	2,4
Prestations d'assurance-emploi	1 047	1 000	-4,5	8 101	7 880	-2,7
Total	2 970	3 007	1,2	25 109	25 294	0,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	9 375	9 375	0,0
Transferts fiscaux	828	975	17,8	7 184	8 032	11,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-188	0,5	-1 681	-1 688	0,4
Total	1 683	1 829	8,7	14 878	15 719	5,7
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	79	96	21,5	474	529	11,6
Affaires étrangères	203	113	-44,3	987	1 052	6,6
Santé	69	167	142,0	720	818	13,6
Développement des ressources humaines	288	165	-42,7	1 380	1 151	-16,6
Affaires indiennes et du Nord	285	326	14,4	3 007	3 109	3,4
Industrie et développement régional	173	214	23,7	1 055	1 058	0,3
Anciens combattants	114	117	2,6	1 024	1 038	1,4
Autres	58	192	231,0	1 651	1 522	-7,8
Total	1 269	1 390	9,5	10 298	10 277	-0,2
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	174	145	-16,7	759	710	-6,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	165	150	-9,1	1 310	1 345	2,7
Autres	83	102	22,9	733	804	9,7
Total	422	397	-5,9	2 802	2 859	2,0
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	879	1 278	45,4	6 853	7 902	15,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 566	1 979	26,4	14 659	15 894	8,4
Total	2 445	3 257	33,2	21 512	23 796	10,6
Total des dépenses directes de programmes	4 136	5 044	22,0	34 612	36 932	6,7
Total des dépenses de programmes	8 789	9 880	12,4	74 599	77 945	4,5
Frais de la dette publique	3 562	3 339	-6,3	31 058	30 825	-0,8
Total des dépenses budgétaires	12 351	13 219	7,0	105 657	108 770	2,9
Poste pour mémoire : total des transferts	5 922	6 226	5,1	50 285	51 290	2,0

La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison du nombre moins élevé de chômeurs. Par contre, il y a eu augmentation des prestations et des paiements spéciaux d'assurance-emploi aux termes des mesures de soutien.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,8 milliard (5,7 %), sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation. Comme il était indiqué dans le budget de 1999, les droits à la péréquation ont été majorés considérablement par suite de révisions des données historiques, faisant état d'une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, soit le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont progressé de 2,3 milliards (6,7 %). Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui influent sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires, les conséquences des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999 et les coûts associés aux engagements contractés par le Canada pour le maintien de la paix internationale.

Les frais de la dette publique ont reculé de 0,8 % par rapport aux niveaux précédents de l'exercice, la baisse du taux d'intérêt réel moyen ayant plus que compensé l'effet de la hausse de l'encours de la dette portant intérêt.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 5,6 milliards de dollars (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net s'établissant à 5,4 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 1999-2000, en hausse par rapport à 3,3 milliards dans la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 3,5 milliards au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'il avait été annoncé dans le budget de 1999. Cela a permis de dégager un excédent financier (excluant les opérations de change) de 5,6 milliards au cours de la période d'avril à décembre 1999, soit une baisse par rapport à l'excédent de 7,1 milliards enregistré à la période correspondante de l'an dernier.

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	décembre		d'avril à décembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 431	3 080	10 354	10 949
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	204	77	1 095	308
Autres	11	-42	-452	-105
Total	215	35	643	203
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-409	-684	-60	11
Comptes de pension de retraite	427	512	2 959	3 683
Autres	-37	19	8	-105
Total	-19	-153	2 907	3 589
Autres opérations	-2 864	-4 394	-6 833	-9 147
Total des opérations non budgétaires	-2 668	-4 512	-3 283	-5 355
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-237	-1 432	7 071	5 594
Opérations de change	4 219	3 875	3 394	-308
Solde financier net	3 982	2 443	10 465	5 286

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	décembre		d'avril à décembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	3 982	2 443	10 465	5 286
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 141	82	5 972	6 949
Obligations d'épargne du Canada	48	11	-2 149	-670
Bons du Trésor	900	550	-25 200	-3 500
Autres	–	-93	1 281	-334
Total partiel	5 089	550	-20 096	2 445
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	-630	28	-479	-10
Total	4 459	578	-20 575	2 435
Payables en devises				
Obligations négociables	–	–	9 226	2 527
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	-885	-628	801	-5 309
Billets du Canada	-128	–	-1 075	-256
Total	-1 013	-628	8 952	-3 038
Variation nette des emprunts	3 446	-50	-11 623	-603
Variation de l'encaisse	7 428	2 393	-1 158	4 683

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	31 décembre 1999	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	19 396	-5 113
Intérêt et dette échue	9 791	6 858	-2 933
Provisions	11 016	11 316	300
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	37 570	-7 746
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	126 091	3 684
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	5 438	11
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 618	-106
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	138 147	3 589
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	302 709	6 957
Bons du Trésor	96 950	93 450	-3 500
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 974	-688
Autres	4 063	3 728	-335
Total partiel	424 427	426 861	2 434
Payable en devises			
Obligations négociables	23 907	26 434	2 527
Bons du Canada	10 230	4 921	-5 309
Billets du Canada	1 863	1 607	-256
Total partiel	36 000	32 962	-3 038
Total de la dette non échue	460 427	459 823	-604
Total de la dette portant intérêt	594 985	597 970	2 985
Total du passif	640 301	635 540	-4 761
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	21 358	6 085
Comptes d'opérations de change	34 668	34 975	307
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	13 332	-204
Total de l'actif	63 477	69 665	6 188
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	565 875	-10 949

Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 5,3 milliards de dollars (y compris les opérations de change)

Les opérations de change représentent toutes les opérations liées aux réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objectif de maintenir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (en vendant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien est touchée par des pressions à la hausse et vend des devises (en achetant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue des ressources provenant des opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente des besoins. L'évolution

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)							
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986	50 174
Moins :								
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633	26 640
Crédit trimestriel aux contribuables à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892	2 850
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461	20 684
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127	123
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325			
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	1,2
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588	20 808

Source : *Comptes publics du Canada*

des passifs en devises, qui servent à modifier le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change. En tenant compte de tous ces facteurs, les besoins financiers nets ont été de 0,3 milliard de dollars pour la période d'avril à décembre 1999, par rapport à des ressources nettes de 3,4 milliards au cours de la période correspondante en 1998.

Avec un excédent budgétaire de 10,9 milliards, des besoins nets de 5,4 milliards découlant des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,3 milliard provenant des opérations de change, le solde financier net affichait un excédent de 5,3 milliards pour la période d'avril à décembre 1999, comparativement à 10,5 milliards au cours de la période correspondante en 1998.

Grâce à ce solde financier et au remboursement d'une tranche de 0,6 milliard de dollars de la dette contractée sur les marchés à la fin de décembre 1999, l'augmentation nette de l'encaisse s'est chiffrée à 4,7 milliards, de sorte que l'encaisse s'est établie à 14,0 milliards. L'accumulation de l'encaisse découle des mesures de précaution liées aux besoins de fins d'exercice.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit en faveur des contribuables à revenu modeste, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, en vertu de la loi, être versées directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Février 2000